

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 6 JUIN 1978 - N° 712

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2,00 F.

## RENAULT LA LUTTE SE DEVELOPPE



- Cléon : L'occupation reconduite, le tribunal ordonne l'évacuation dans les 48 heures.
- Flins : Les presses toujours occupées. 3 jours de lock-out. Menace d'intervention policière.
- Sandouville : 4 h de débrayage de soutien par équipe.
- Douai : Plusieurs ateliers en grève.
- Dieppe : 3 semaines de grève.

Lire nos informations en pages 6 et 7

2 000 soldats français  
interviennent

### Troupes françaises hors du Tchad



Selon Galley, c'est parce qu'elles étaient «directement menacées par les colonnes toubous» que les troupes françaises du Tchad sont intervenues à Djedda, massacrant plusieurs centaines de Tchadiens. La dernière tentative de justification du gouvernement, ce n'est plus la protection des coopérants, mais celles des troupes d'intervention ! Aujourd'hui, avec les «coopérants», les militaires en «service détaché» et les renforts, il y a au moins 2 000 hommes de Giscard au Tchad. Le soutien au régime de Malloum représente plus de la moitié du budget militaire de la coopération. Alors que le gouvernement entretient l'image d'une rébellion toubou minoritaire, les combattants de Djedda étaient en majorité originaires du Sud : une preuve de plus de la faillite du régime que Giscard veut maintenir à tout prix.

Lire en page 9

### Grève générale en Iran

Alors que de violents affrontements entre la police et les étudiants se sont poursuivis dans plusieurs villes d'Iran, un mot d'ordre de grève générale était lancé pour lundi 5 juin par plusieurs organisations démocratiques pour commémorer l'anniversaire de la révolte populaire de juin 1963.

### Radios-libres : une idée qui fait son chemin

Voir le début de notre série P. 12

### Fête de la JC : affrontements avec les oppositionnels

«Un petit groupe gagné par le vertige et prenant appui sur l'extérieur», voilà comment Marchais a désigné ses contestataires. Une partie importante de son discours a été consacrée aux contradictions actuelles dans le PCF. Ce qui n'a pas empêché les opposants de se faire entendre dans les débats, dirigés par Hermier, Leroy ou Juquin.

On en est même venu aux poings : des «oppositionnels» de l'UEC de Bordeaux ont été agressés par des dirigeants fédéraux de Gironde. A ce sujet, L'Humanité dénonce le «caractère provocateur...» de la protestation des agressés, affirmant qu'il s'agit d'une «contre vérité». Ce qui n'est pas l'avis des intéressés.

Voir en page 2

**POLITIQUE**

● La fête de l'organisation de jeunesse du PCF revêtait une importance politique particulière, puisque c'était la première initiative publique importante des révisionnistes depuis les élections. Les organisations comptaient en faire une démonstration éclatante du soutien que la direction du PCF trouve chez ses militants, et dans les masses. Une partie importante du discours de Marchais était d'ailleurs consacrée à ce problème des oppositionnels.

La contestation s'est pourtant exprimée. Leroy et Juquin, dans les débats qu'ils dirigeaient, ont eu à affronter une partie de l'assistance. Et des membres de l'UEC de Bordeaux, connus pour leurs positions «contestataires» ont essuyé des coups de poing de la part des dirigeants de la fédération du PCF de Gironde.

«Débat démocratique musclé» à la fête de la J.C.

● **VIOLENTES ATTAQUES DE MARCHAIS CONTRE LES OPPOSITIONNELS**  
● **DES «CONTESTATAIRES» DE BORDEAUX MOLESTÉS**

Pour introduire le discours de Marchais, Catala ironise sur les «prophètes de malheur» qui veulent affaiblir le PCF... en utilisant les prises de position d'une «poignée de camarades». Le ton est donné, et une partie importante du discours de Marchais portera sur les problèmes internes au PCF. Signe que le malaise est sans aucun doute plus profond qu'on ne veut l'avouer en haut lieu. Les méthodes habituelles, l'amalgame et la calomnie sont de mise : les contestataires voudraient «transformer le parti en champ de rivalités personnelles, de querelles de clans»; et en fin de compte, le résultat de leur activité si on les suivait, amènerait à «capituler devant la social-démocratie». «Nous ne souhaitons pas, nous ne voulons pas exclure», affirme-t-il, mais en laissant planer la menace : «Les statuts nous en donneraient le droit». Ces diatribes contre les oppositionnels recueilleront d'ailleurs moins d'applaudissements que les propos contre l'austérité.

Quant aux perspectives politiques offertes, on apprendra sans surprise qu'elles n'ont pas changé : «Refaire l'union à la base». Une nouvelle traversée du désert.

Il aura malgré tout été difficile à la direction de camoufler l'ampleur des

contradictions qui s'expriment dans le PCF. Plusieurs stands de l'UEC vendaient les ouvrages d'Althusser, et notamment sa dernière plaquette, reprenant ses articles du Monde, agrémentés d'une préface virulente. Certains stands allaient jusqu'à proposer des ouvrages de Mao Tsé-Toung... Le cercle de l'UEC de Bordeaux diffusait sa revue Positions qui exprime des points de vue très critiques vis-à-vis de la direction du PCF. Mal leur en prit : plusieurs responsables de la fédération de Gironde du PCF les ont violemment pris à partie samedi soir. Les horions n'étant pas de très bons arguments, des discussions animées reprendront le lendemain à ce stand.

**UNE CERTAINE CONCEPTION DU DÉBAT**

A l'occasion de plusieurs débats animés l'un par Leroy, l'autre par Juquin, une partie, certes minoritaire, mais non négligeable de l'assistance contestera la direction du Parti.

La direction prendra soin d'éviter de répondre sur le fond aux questions posées, mais en appellera largement au patriotisme de parti. Un Leroy à la limite de l'apoplexie se met à hurler : «Camarades, lisez, l'Humanité, pas le



Monde !» Un militant du PCF murmure : «Mais pourquoi on ne pourrait pas lire aussi le Monde ? Il nous prend pour des cons». Au débat animé par Juquin, un malheureux oppositionnel tente de s'expliquer, couvert par les sifflets, obligé de s'interrompre à chaque phrase pour réclamer qu'on le laisse parler au nom de la démocratie. Un militant hystérique hurle, perché sur une table : «On veut bien laisser parler les gens, mais pas pour attaquer la politique du parti !» Un type d'intervention qui fait froid dans le dos. L'opposant persévérant, crie, avec des larmes dans la voix : «Mais enfin, camarades, on est dans le même parti !» Bordée de sif-

flets. Juquin reprend la parole : «S'il y a des journalistes dans la salle, ils peuvent voir que la politique du parti est approuvée par l'immense majorité des communistes».

Démonstration pas tout à fait convaincante : nul ne peut plus prétendre,

comme le faisait Marchais il y a quelques semaines, que la contestation se limite à «une douzaine ou une dizaine et demie de camarades». La direction n'est pas au bout de ses peines.

François NOLET

**L'avis d'un membre du Service d'Ordre**

— Est-il exact qu'Althusser et Elleinstein aient été refoulés à l'entrée ?

— Ecoutez, moi je ne les ai pas vus. Mais de toute façon, je pense qu'ils n'ont pas leur place à la fête. Ce n'est pas une fête du parti, c'est une fête du Mouvement de la Jeunesse Communiste. La JC a invité des personnalités du parti, elle n'a pas invité Elleinstein et Althusser. Ils n'ont donc rien à faire ici.

**DANS AVANT GARDE**

**Pour être le meilleur abonné. QUOI FAIRE ?**

OU ?

**RANGÉ VOUS, abonnez-vous au journal**

Le meilleur abonné de la JCUBA pendant le FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE.

**CUBA**

**RESULTAT DU CONCOURS**

1er Prix: CHRISTIAN SANCHEZ	2ème Prix: FABIEN BACHER
3ème Prix: PASCAL BENOIST	4ème Prix: GILLES LEBOUET
5ème Prix: THIERRY THOMAS	6ème Prix: GUY BRUNEAU
7ème Prix: THOMAS LEMIRE	8ème Prix: GUY BRUNEAU
9ème Prix: MATHIEU SAILLANT	10ème Prix: MATHIEU SAILLANT

Cuba et ses paysages de rêve... On veut oublier, au PCF, que des mercenaires cubains interviennent en Afrique.

**COBA Arles**

Le COBA des Bouches-du-Rhône tient à dire que le vendredi 2 juin, «jour de deuil pour la France» et de défaite pour son équipe, le film vidéo sur l'Argentine a été projeté à la salle de l'ancienne poste à Arles. Le début de la Coupe du Monde ne change rien à l'action du COBA des Bouches du Rhône qui invite les sympathisants COBA de la région à prendre contact avec le COBA-Arles : permanence COBA à Arles tous les jours de 19 h 30 à 20 h à l'UL CFDT, place de la mairie. Téléphone : (90) 96 17 21.

**La position du PCF sur la Coupe du monde en accusation**

Un débat était organisé sur le thème «sport et politique». Il s'agissait pour le PCF de justifier sa position de refus du mot d'ordre de boycott, dont on ne peut pas dire qu'elle soit unanimement approuvée, y compris dans ses propres rangs.

Les responsables de la J.C., sur un ton plutôt défensif, ont tenté d'expliquer que le boycott «iso- le le peuple argentin», position «étayée» par les arguments les plus grossiers : «Si on vous écou- tait, on ne ferait plus de sport nulle part», ou enco- re : «Ce n'est pas tant l'action des COBA qui a fait avancer les choses, mais plutôt le fait que la Coupe du Monde soit jouée en Argentine». Le tout enrobé de paroles bienveillantes, car, après tout : «C'est normal qu'on

se trompe quand on est jeune».

Dans la salle, des mili- tants du COBA interven- nent : un membre du PCF explique son désaccord avec la position de son parti et sa présence dans un COBA. D'autres mem- bres du COBA, applaudis par une partie importante de l'assistance, interven- nent pour montrer que le boycott de la Coupe, c'est le boycott du fascisme, et réfuter l'argument : cela isole le peuple argentin ; ils soulignent qu'au contraire, on n'a jamais tant parlé de l'Argentine, on n'a jamais fait connaître aussi large- ment la situation que depuis la campagne des COBA. Aussi, les COBA n'ont pas recueilli, comme le PCF et le PS, les vives félicitations de l'ambassa- deur d'Argentine pour leur action.

Dans certaines interven- tions, on parle de Moscou et des prochains jeux olympiques qui doivent s'y dérouler. Quelle sera alors la position du PCF ? Dira-t- il qu'il faut que la presse bourgeoise se rende là-bas pour... contribuer à chan- ger la «patrie du socia- lisme» ?

Au cours du débat, le PCF s'est réclamé de la position des «organisations démocratiques» argentes pour justifier son refus du boycott.

**QUAND LE PCF PUISE SES «ARGUMENTS»... CHEZ LES DÉFENSEURS DE LA JUNTE FASCISTE**

Que disent ces organi- sations, tel le PCA, parti révisionniste argentin ? Pour le savoir, la position exprimée on ne peut plus crûment par un dirigeant

de ce parti, Roberto Val- larino, dans une interview qu'il a accordée au *Nouvel Observateur*, est particuliè- rement utile. Selon ce Vallarino, il y a deux ten- dances dans la junte argentine, une tendance «pinochétiste» et une ten- dance progressiste, dont fait partie Videla, et fina- lement l'ensemble de l'ap- pareil dirigeant de la junte.

«C'est un gouverne- ment, dit le dirigeant du PCA interviewé, où exis- tent des éléments progres- sistes, qui se font y sont actuellement hégémoni- ques».

Donc, vous soutenez la junte ?

Pas exactement, disons plutôt : soutien critique.

Erreur donc, selon vous, l'équation : Videla = fascisme ?

Erreur aventuriste clas- sique, qui ne peut que mener le peuple argentin

sur la voie de la régres- sion (...)

Et les violations des droits de l'homme, ça ne vous gêne pas ?

Si, bien sûr. Nous avons nous-même soixante et onze militants disparus.

Sur un total d'au moins quinze mille, selon Amnesty Internatio- nal.

C'est un chiffre exagéré, qui ne correspond pas à la réalité. Du reste, sur cette question des droits de l'homme, il faut aussi veiller à tracer des lignes de démarcation. Il y a un traitement de droite de la question et un traitement de gauche (...)

Bien entendu, le PCA, auquel le PCF se réfère, était hostile au boycott du Mondial, conséquence lo- gique de sa position sur la nature du régime argentin, que le PCF reprend fina- lement à son compte.



● L'importance de ce qui s'est passé à Flins du 6 au 11 juin 1968, le fait aussi que dix ans plus tard, jour pour jour, les travailleurs de Renault sont à nouveau en lutte, nous amène à donner aujourd'hui plus d'extension à notre série Mai 68 au jour le jour.

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1968, 200 ouvriers occupent l'usine de Flins. C'est peu, ce qui traduit le travail de démobilisation largement pratiqué par la CGT, mais c'est pourtant un peu plus que les nuits précédentes. Une raison à cela : la veille, la direction a tenté de reprendre les choses en main, en organisant un vote à bulletin secret.

Il fait encore nuit à trois heures du matin, quand le vrombissement d'un hélicoptère donne l'alerte. Simultanément, plus de 1 000 CRS encerclent l'usine, coupent l'électricité, enfoncent les portes avec leur hal track, et maîtrisent les ouvriers présents.

La bataille de Flins commence. Elle durera 6 jours.

Aussitôt la nouvelle de l'intervention des flics connue, des groupes de jeunes ouvriers se répandent autour de Flins, aux Mureaux, et même à Paris.

Paris, 15 juin 1968. Deux travailleurs de Flins portent une photo représentant Gilles Tautin. Derrière, une gerbe de fleurs rouges, sur laquelle on peut lire : « Des milliers et des milliers de martyrs ont donné héroïquement leur vie pour les intérêts du peuple. Levons bien haut leur drapeau, avançons sur la voie tracée par leur sang ». (Mao Tsé-Toung).

Une fleur rouge à la main, plus de 5 000 personnes passent devant le cercueil.



6 - 11 juin 1968

## LA BATAILLE DE FLINS

pour appeler à manifester sur place. Pendant ce temps, la maîtrise prépare le redémarrage de l'usine, et la CGT attaque violemment l'idée d'une marche sur l'usine.

Le lendemain, ils seront pourtant plusieurs milliers d'ouvriers, dès 5 heures, face aux cordons de CRS. Le face à face va durer jusqu'à 10 heures, alors que flics et manifestants ne sont parfois séparés que d'un mètre.

### 6 JUIN : 1 000 CRS ATTAQUENT

Les cars de CRS affluent par centaines, mais la masse des manifestants grossit aussi de minute en minute.

À 10 heures, quand les officiers de CRS voient la foule se grossir encore des ouvriers (8 000) qui avaient participé au meeting syndical (à quelques kilomètres !), ils donnent l'ordre de la charge.

La brutalité des flics est inouïe.

À un moment où la CGT



et le PCF tentent depuis quelques jours de terminer au plus vite les grèves, le retentissement de ce qui se passe à Flins est énorme. Organisée par la CFDT, l'UNEF et les étudiants, une manifestation regroupe aussitôt plus de 3 000 personnes à Paris. À la gare Saint Lazare, les manifestants demandent aux cheminots d'arrêter des trains pour les emmener à Flins. Les cheminots hésitent, beaucoup d'entre eux y sont favorables. La CGT refuse. Au dépôt RATP de Saint Cloud, c'est la police qui charge pour éviter que des bus ne partent soutenir les travailleurs de Flins.

Par tous les moyens, des jeunes travailleurs et des étudiants parviennent cependant à rejoindre les travailleurs de Flins.

### 3 JOURS D'AFFRONTEMENTS

Pendant 3 jours, le samedi 8, dimanche 9 et lundi 10, la bataille fait rage autour de l'usine. Les CRS patrouillent dans les

champs avec des engins blindés, les hélicoptères tournent dans le ciel, par petits groupes les manifestants harcèlent les flics. Les locaux syndicaux sont envahis par la police, la ville des Mureaux est quadrillée et les flics n'hésitent pas à tirer des grenades lacrymogènes dans les appartements de ceux qui soutiennent les manifestants.

Le lundi matin, *L'Humanité* titre : « À Flins, les groupes Geismar organisent une provocation contre les grévistes des Renault ».

Pourtant, autour de Flins, les affrontements continuent, ouvriers et étudiants sont côte à côte.

### GILLES TAUTIN ASSASSINÉ

Dans l'après-midi du lundi 10, un groupe de jeunes se trouve coincé au bord de la Seine par les gardes mobiles. Ceux-ci chargent, crose en avant. Voici ce que rapporte un témoin : « Il n'était pas question d'un contrôle

d'identité. On chargeait. Il y avait deux solutions : ou prendre des coups de crosse, ou se foutre à l'eau ». C'est ainsi qu'un lycéen de 17 ans, Gilles Tautin, meurt à Flins. C'est le premier des morts du mouvement de 68.

Quand cet assassinat est connu, la révolte explose. À Paris, à Flins, les manifestants redoublent d'énergie pour crier leur haine de ce système pourri, des centaines d'habitants des Mureaux et de Meulan, qui jusqu'ici n'avaient pas pris part au mouvement, descendent dans la rue au côté des manifestants. Ni les calomnies de la CGT, ni les violences policières n'y pourront rien. Le mardi 11, des ouvriers parviennent à pénétrer à nouveau dans l'usine de Flins, et à y hisser le drapeau. La détermination est telle que les flics, dont beaucoup ont peur, se voient donner l'ordre de se replier. Renault Flins est à nouveau occupé, la tentative du pouvoir de briser le mouvement a échoué.

La France de 68 par A. Delale et G. Ragache

## Une histoire qui a choisi le bon camp

Anniversaire, temps des retours en arrière et du bilan. La plupart des livres publiés ces dernières semaines sur mai 68 sont de l'ordre du témoignage individuel, et trop souvent du côté du pouvoir. Telle n'est pas la démarche d'Alain Delale et Gilles Ragache\*. Militants dans le mouvement à l'époque, ils ont depuis, participé à l'équipe du *Peuple français*, revue d'histoire populaire. C'est à un travail d'historiens qu'ils se sont livrés, mais d'historiens qui ont choisi leur camp : le bon.

Partant d'un tableau de la société française en 1968, des contradictions qui s'y sont accumulées au moment même où le gaullisme semble triomphant et stable, Delale et Ragache ont choisi de raconter le mouvement, depuis les premiers affrontements du Quartier Latin jusqu'à la fin des toutes dernières grèves

au milieu du mois de juillet.

Il s'est trouvé, au sujet de leur livre, un méchant critique pour écrire : « La Sorbonne et l'Odéon comme si vous y étiez ! ». Visiblement, il ne l'a pas lu. Car justement, en toute clarté, ce livre n'est ni étudiant ni parisien. C'est au contraire un de ses grands mérites de donner toute sa place à l'action de la classe ouvrière à l'époque, et de montrer par de multiples faits concernant la province le caractère national du mouvement. Les jeunes qui n'y ont pas participé y trouveront un reflet fidèle de l'époque. Les autres pourront y acquiescer une vision d'ensemble avec tous les points de repère nécessaires, et de multiples détails qui ont pu leur échapper à l'époque.

Au fur et à mesure que l'histoire se déroule, on saisit mieux comment ce

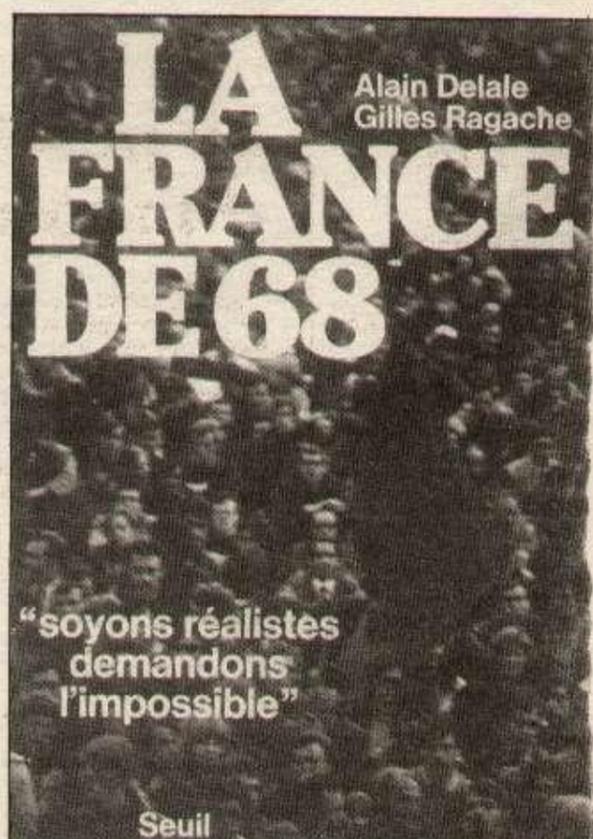
mouvement est venu des masses, comment il a été le leur. Les multiples formes d'expérience qu'elles ont trouvées alors sont soigneusement retracées. Mais aussi le courage qu'il leur a fallu pour affronter une répression beaucoup moins bénigne qu'on ne cherche à le faire croire aujourd'hui : le récit des journées du Quartier Latin, celui des batailles de Flins et de Sochaux viennent montrer comment elle fut une composante importante du mouvement.

D'emblée, également, l'attitude du PCF est clairement mise en cause : opposé au mouvement étudiant, traînant les pieds quand démarrent les grèves ouvrières, Delale et Ragache le montrent orchestrant péniblement, après le 30 mai, la reprise du travail. Et plus généralement, on s'accordera avec eux sur le fait qu'au mois de juin, « des millions

de travailleurs privés de perspectives claires sentent confusément qu'on les frustrait d'une victoire qu'ils avaient (à tort ou à raison) cru entrevoir ».

Dans une dernière partie, le livre donne quelques indications sur les suites de mai-juin 68 : l'ébranlement subi par les appareils politiques, l'apparition du mouvement des femmes, les nouveaux courants de lutte dans la classe ouvrière, les modifications du syndicalisme y trouvent leur place. De multiples cartes, des tableaux récapitulatifs permettent de restituer une vision d'ensemble.

Pas trace d'un désenchantement, pas le moindre reniement des luttes menées à l'époque, qui viennent ternir l'ouvrage. Ajoutons que de nombreuses photos et de multiples reproductions des affiches du mouvement contribuent à concrétiser la vision



des événements : on comprendra qu'à un moment où la question se pose à la classe ouvrière de repartir au combat après la faillite de l'Union de la gauche, le

livre de Delale et Ragache vient à point nommé.

\*Alain Delale et Gilles Ragache : *La FRANCE DE 68*. Éd. du Seuil, 60 F.

## Marée noire

## Cotes toujours sales

## Les soldats toujours à l'action

● La presse et les médias font le bilan du nettoyage puisque ce nettoyage des côtes bretonnes est fait à l'intention des touristes. Bilan négatif car ce nettoyage aurait dû, selon les autorités, être terminé en deux mois. Les nettoyeurs de côtes sont toujours à l'action. Des pompiers allemands sont venus donner leur coup de main, tandis que 6000 soldats français environ restent mobilisés et travaillent dans des conditions toujours aussi lamentables. Nous publions ci-dessous des extraits de *Soldat du Peuple*, bulletin de soldats révolutionnaires, qui viennent d'éditer un numéro spécial marée noire.



## SOLDATS,

Depuis près de 3 mois, des appelés triment sur les plages de Bretagne pour tenter de lutter contre la marée noire (...). On nous donne 24 F par jour pour 8 à 10 h de boulot par jour, ce qui fait 2,5 à 3 F de l'heure. Une sumône !

On nous fait travailler dans des conditions d'hygiène et de sécurité insuffisantes. Le matériel — gants, bottes, cirés — est de mauvaise qualité ou inadapté. En plus, le pétrole lui-même, les produits qu'on nous fait parfois utiliser sont dangereux.

Un appelé, saoulé par les vapeurs de pétrole s'est noyé dans une cuve près de Lannion. Pour beaucoup d'entre nous, c'est les plaies aux mains et les petits séjours à l'hôpital.

A la fin de la journée, bien souvent, pas moyen de se laver correctement.

## PAS QUESTION DE CONTINUER DANS CES CONDITIONS LA

Nous devons exiger : Une indemnisation meilleure (à nous d'en discuter). 8 heures de boulot, pas plus ; un matériel correct pour travailler ; des masques si nécessaire, ou des poses régulières loin de la « merde ».

Mais la satisfaction de ces revendications ne peut être isolée de celles de tous les autres travailleurs touchés par la marée noire.

Leur soutien nous permettra d'obtenir le succès, de rompre l'isolement dans lequel l'armée voudrait nous maintenir. Notre soutien leur sera un précieux appui.

Nous devons unir nos voix nos efforts contre les responsables, pour obtenir satisfaction...

Nous devons œuvrer, main dans la main, ouvriers-marins-paysans-soldats, à l'unité la plus large, pour les faire céder...

Nous devons plus particulièrement, nous les bidasses, discuter avec eux de leurs difficultés, soutenir leurs actions nous y associant, rejoindre ou prendre contact avec les comités anti-marée noire.

Cette unité de toutes les victimes de la marée noire — sinistrés et nettoyeurs — elle est nécessaire aujourd'hui pour obtenir satisfaction des revendications de tous.

Mais elle ne devra pas, elle ne doit pas en rester là. Elle devra se renforcer.

## CAR NOTRE PRESENCE SUR LES COTES BRETONNES N'EST PAS L'EFFET DU HASARD

Depuis plusieurs années, les appelés sont de plus en plus occupés à des opérations paille, anti-marée noire, etc. Par contre, derrière cette façade, celle d'une « armée au service de la population », il y a pour nous l'absence d'instruction militaire, ou alors une instruction conçue uniquement pour nous en faire bavé, pour nous faire marcher au pas.

Dans le même temps, les régiments d'engagés se renforcent et se multiplient. Pour eux pas question de participer à la lutte contre la marée noire ; ils ont... « mieux » à faire : ils doivent intervenir contre les peuples du Tiers Monde pour défendre les intérêts des monopoles français... et « préparer l'avenir ».

Au Tchad, au Sahara occidental, dans les départements et territoires d'Outre-Mer aujourd'hui...

En France demain, quand les CRS et gendarmes mobilisés ne suffiront plus à réprimer les manifestations et les grèves des travailleurs...

Si nous ne sommes donc pas contre le nettoyage des côtes en Bretagne — mais pas à n'importe quelles conditions — nous devons démasquer les plans de la bourgeoisie qui ne visent qu'à faire de nous, les appelés, une main d'œuvre bon marché, utilisable au profit des capitalistes, sans instruction militaire, en quelque sorte écartés de l'armée.

Alors que cette même armée devient de plus en plus de métier.

Et là encore, c'est l'unité la plus large entre les jeunes travailleurs appelés, les engagés qui refusent les plans de guerre civile de la bourgeoisie, les ouvriers, paysans, marins... qui permettra de les mettre en échec.

● Imposons la satisfaction de nos revendications.

● Non à l'armée de métier colonialiste et de guerre civile.

● Unité soldats-ouvriers-marins-paysans.

Paris 20<sup>e</sup>

## Le Terrain d'Aventure de la rue des Orteaux menacé de disparition ?

## «ON EST BIEN VIVANTS»

● Le terrain d'aventure de la rue des Orteaux est-il menacé de disparaître bientôt ? C'est le bruit qui court et que le PCF du 20<sup>e</sup> reprenait ce dimanche, dans un tract diffusé sur le marché de la Réunion. Tract assez vague, qu'éclairaient cependant des discussions avec les diffuseurs : le PCF souhaite voir, à la place du terrain d'aventure, « pas propre » et « peu sûr », un beau square bien ratissé, où les enfants évolueraient dans un cadre défini pour eux par d'autres, surveillé et contrôlé étroitement. Une chose est sûre : le propriétaire du terrain l'OCIL (Office Central Interprofessionnel du Loge-

— *Qu'en est-il des menaces qui pèseraient sur le terrain d'aventure ?*

— C'est vrai qu'ils sont venus faire des « sondages ». Mais il ne faut pas nous « enterrer » trop vite ! On a quand même un an de vie devant nous. Et puis on est décidé à mener la lutte pour rester, car de toute façon, il n'y a pas d'autre solution de ce type-là dans le quartier. L'OCIL a un projet d'urbanisation du quartier ; on va d'ailleurs faire une information, avec d'autres associations, pour préciser les revendications à avancer à ce sujet ; une intervention, avec des panneaux, est prévue dimanche prochain, sur le marché de la Réunion. Mais jusqu'ici, l'OCIL et l'APES ne nous ont rien dit. On a un bail d'un an. S'ils ne nous disent rien ce mois-ci on est sûr de tenir au moins un an. En cas de rupture du bail, on a encore six mois. S'il y a des rumeurs, c'est que de toute façon, ils ont toujours eu l'intention de construire là. Un espace si grand qui n'est pas construit à Paris ! Du point de vue d'un promoteur, ça doit être un scandale. On a profité d'une part qu'ils avaient du mal à obtenir le permis de construire, et d'autre part qu'ils veulent pouvoir dire que l'OCIL « fait du social ».

De plus, on a étudié leur projet qui apparemment dépasse les normes de densité, donc on peut aussi se battre là-dessus. Il ne resterait plus que du béton

et une espèce de « fosse aux lions » pour les gamins. C'est sûr qu'on va à la bagarre. Car autrement, ce seraient des terrains qui nous seraient proposés entre le périphérique et le boulevard extérieur, porte de Bagnolet, complètement excentriques par rapport au quartier, bruyants. C'est ce qu'on nous a proposé, après nous avoir suggéré des « améliorations » du terrain, complètement étrangères à sa conception.

— *Comment est assurée l'animation du terrain d'aventure ?*

— Au début les membres de l'Association venaient à tour de rôle et puis à force de ruer dans les brancards, on a obtenu un demi-poste d'animateur jeunesse et sport. Mais, c'est un salaire de misère, 1 000 F : il est sur le terrain tous les soirs à partir de 16 h 30 le mercredi après midi, et le samedi après midi ; et il doit travailler en plus de ça pour récupérer du matériel, pour les contacts avec les autres terrains...

— *Ce matin, sur le marché de la Réunion, le PCF distribuait un tract...*

— Ah bien, eux, le jour où on a ouvert le terrain, ils ont distribué un tract en disant qu'ils étaient contre, qu'on gérait la pénurie, qu'on empêchait la construction de logements sociaux, d'espaces verts, enfin des trusts assez aber-

## Nous affirme une militante

ment) qui collecte le 1 % patronal et son organisme social l'APES (Association pour la Promotion des Espaces Sociaux) qui gère la part des locaux collectifs résidentiels comptent à terme récupérer ce terrain, pour bâtir.

Pour en savoir plus sur le bien-fondé des rumeurs actuelles, nous avons demandé ce qu'il en est à Madame Mesureur, une des militantes de l'ADATAQCR, l'Association pour le Développement et l'Animation des Terrains d'Aventure dans le Quartier Charonne-Réunion.

On leur a répondu que le terrain d'aventure, ça correspondait aux besoins des gamins dans une ville, pour avoir d'autres activités que celles qui sont complètement dirigées et que c'était aussi une lutte, au niveau de l'espace, contre la poussée d'immeubles, complètement anarchique.

C'est là-dessus que la lutte sera la plus dure : le terrain d'aventure, c'est une conception qui heurte pas mal d'idées chez les

gens. Dans le quartier au début, il y a eu des pétitions contre. Maintenant, des gens viennent sur le terrain, discutent. Le développement de l'activité skate-board, spectaculaire, a attiré pas mal d'adultes. L'évolution est très positive.

Alors c'est vrai que l'OCIL commence à vouloir sans doute « reprendre ses billes » mais je dirai qu'on est plus vivants que jamais ! On est prêt à aller à la bagarre !

## Le PCF contre le terrain d'aventure

Tract du PCF, diffusé les 11 et 12 octobre 1975 par la cellule Jacques-Decour :

« Pourquoi les communistes ne participent pas au terrain d'aventure de la rue des Orteaux ?

Nous ne sommes pas contre le terrain d'aventure, nous pensons même que cette forme d'activité peut permettre de développer la créativité chez l'enfant. Mais que recouvre une telle participation ? Ce terrain est installé momentanément car l'autorisation est renouvelable tous les six mois. Il faut rappeler que cet emplacement a été initialement prévu pour la réalisation d'immeubles à caractère social. En repoussant la création de ces immeubles on donne libre cours à la spéculation foncière. Actuellement aucun équipement pour l'enfance n'est prévu dans les réalisations en cours. Nous pensons qu'une initiative comme celle-ci, sans garantie pour l'avenir, reposant sur la seule bonne volonté d'associations et de parents sensibilisés à juste titre par les conditions de vie faites à nos enfants entretient l'illusion d'une politique démocratique des loisirs... etc.. »

## RÉPONSES DE L'ADATAQCR

« La cellule J. Decour annonce sa non-participation et invite la population à boycotter notre initiative. Précisons tout d'abord que la cellule J. Decour, pas plus que toute autre orga-

nisation ou parti politique n'a été invitée à adhérer à l'ADATAQCR, notre association n'étant pas un regroupement de partis politiques, car elle est basée sur l'adhésion individuelle.

## DES INEXACTITUDES

La plupart des élus locaux du 20<sup>e</sup>, y compris les élus communistes sont en possession d'un dossier sur le terrain d'aventure, qui réfute totalement tous les arguments avancés par la cellule J. Decour. D'une part le terrain d'aventure n'est pas un alibi pour les spéculateurs, d'autre part les réalisations prévues sur ce terrain ne présentent aucun caractère social, puisqu'il avait été prévu un centre commercial et des locations à des prix élevés.

## CE QUE NOUS VOULONS

Sommes-nous des dames d'œuvres qui veulent agir à la place des pouvoirs publics ? Certainement pas. Mais nous pensons que le meilleur moyen de mobiliser la population du quartier, de montrer qu'il est possible de faire quelque chose, est de commencer nous-mêmes. Notre objectif est et demeurera d'obtenir du Conseil de Paris et de l'Etat les subventions nécessaires pour avoir un animateur rétribué et le matériel indispensable. Nous pensons aussi, que c'est à la population regroupée, de gérer elle-même les équipements destinés à son usage. Tel est le sens de notre action.

## Le terrain d'aventure

2 000 m<sup>2</sup> sur lesquels une soixantaine d'enfants du quartier viennent régulièrement jouer, construire des cabanes, cultiver un jardin. Depuis le début de cette année, c'est la piste de skate-board qu'ils ont construite eux-mêmes, qui connaît un gros succès.

Le financement provient d'une subvention de la Jeunesse et des Sports — salaire de l'animateur — et de la Ville de Paris. Après avoir versé en 1976 150 F (!), celle-ci a fait un « petit effort » l'an passé : 780 F... A noter que l'ADATAQCR ayant refusé la tutelle du CODEJ, Comité d'Organisation et de Développement des Espaces de Jeux, créé par la Ville de Paris, qui prétend gérer et contrôler les terrains d'aventure, en a été « punie » : les terrains du CODEJ, eux, ont deux animateurs permanents...

## LUTTES OUVRIERES

## Lutte des hospitaliers à Grenoble

CONTINUER  
JUSQU'À LA SATISFACTION TOTALE

● Dans le cadre des journées d'action nationale les travailleurs du centre hospitalier de Grenoble ont commencé à se mobiliser : sur la prime de fin d'année, sur les 13 h.

A l'initiative de la CFDT, environ 300 travailleurs, au début du mois de mai se réunissaient en assemblée générale. Suite à cette mobilisation, la direction a versé à tous la prime avec la paye de mai (il était question de toucher 50 % à une date indéterminée et 50 % en fin d'année). Malgré cet acquis, notre revendication reste toujours la prime égale pour tous.

Alors qu'à Paris les hospitaliers bénéficient des 13 h supplémentaires, la situation à Grenoble est pour le moins folklorique : depuis le 1<sup>er</sup> février certains agents ont droit à 3 h, d'autres à 4 h, d'autres à rien du tout. La direction refuse de prendre en compte nos revendications sur le plan local.

Une semaine nationale d'action a donc été impulsée en commun CFDT - CGT.

Le jeudi 11 mai, journée de grève nationale, 400 personnes étaient à l'As-

semblée générale.

Les services administratifs ont adopté comme moyen de lutte 55 minutes de débrayage tous les jours.

Pour le personnel soignant, le problème reste toujours posé quant aux modes d'action. A savoir que la grève totale n'est pas envisagée, que le problème du service minimum se pose : est-ce un moyen de pression efficace alors que déjà pendant toute l'année certains services font de fait le service minimum (manque de person-

nel). Que ce soit au niveau des rencontres qu'il y a eu avec la DDASS\*, avec la direction de l'hôpital, les réponses sont toujours négatives. Tous «se refusent à se donner le droit de payer des heures supplémentaires».

Notre dernier recours était le conseil d'administration qui devait siéger le 25 mai. Devant une forte mobilisation (nous étions 400 à accueillir le CA), ce dernier a été suspendu : une dizaine de membres du CA étaient présents sur 22 !

Il a donc été reporté au 30 mai, à une heure pour le moins choisie : à 19 h !

Nous avons donc décidé d'organiser la riposte pour ce jour là en organisant un petit buffet campagnard, en apportant banderoles, mégaphones...

Le CA, bien qu'ayant voté majoritairement pour satisfaire notre revendica-

tion, a bien précisé qu'il fallait l'accord de la préfecture pour mettre en application la décision. Donc, tout n'est pas encore gagné.

Autre aspect de la lutte, la popularisation. Jeudi 1<sup>er</sup> juin a été une journée de mobilisation régionale, avec un rassemblement à Lyon. A Grenoble, bien que la CGT ait fait le forcing sur ce rassemblement l'idée qui a été retenue a été celle d'une popularisation dans la ville, avec une manifestation, des diffusions de tracts. Cette manifestation assez combattive a montré notre volonté de lutte et que nous sommes prêts à maintenir nos revendications jusqu'à satisfaction totale.

\* DDASS : Direction Départementale d'Action Sanitaire et Sociale.

Corres.Grenoble

LA GREVE COURAGEUSE  
DES OUVRIERS DE PALUEL

● La grève continue sur le site de la Centrale Nucléaire de Paluel, en Seine Maritime. Les ouvriers du chantier que nous avons rencontrés dans la «Cité» que la SONACOTRA a fait construire, nous ont assuré que la lutte durerait jusqu'à ce que les CRS décampent.

L'EDF, une semaine après le déclenchement de la grève, au début du mois de mai, a fait expulser tous les grévistes du chantier. Brutalement, bien sûr, ce qui entraîna une riposte énergique des grévistes. L'un des flics est d'ailleurs reparti en ambulance. Cinq grévistes ont été blessés, l'un a encore des maux de tête. Depuis, 95 % des ouvriers du chantier, presque tous immigrés, refusent de travailler : «Chaque matin, les CRS viennent dans la Cité nous chercher. Ils frappent aux portes et nous disent : il faut aller travailler. Mais nous, on ne veut pas, tant qu'ils seront là». Le patron envoie les cars de ramas-

sage, dans l'espoir que la grève va s'effriter, mais sans succès. Les cars sont toujours escortés par les CRS. «Bientôt, il y en aura un dans notre chambre pendant qu'on dort» ajoute un des grévistes.

Dans cette région très peu industrialisée, les grévistes sont passablement isolés. Les manifestations de racisme ne manquent pas ; et un des grévistes s'est d'ailleurs fait rosser un samedi soir, comme ça, simplement parce qu'il est immigré. Quelques jours plus tard, certains colportaient qu'une jeune fille du village avait été étranglée, «par les Algériens», alors qu'elle se promène en ce

moment à Dieppe, en parfaite santé !

A ce «racisme quotidien», il faut ajouter le racisme des CRS, et des gardes mobiles, qui ne cessent de leur répéter : «Si c'est pour faire grève, ils n'ont qu'à rentrer dans leurs pays. Ils se croient tout permis». Un gréviste raconte qu'il s'est fait arrêter par quatre flics qui lui ont passé des menottes et qui l'ont photographié de face et de profil. «Ensuite, ils m'ont emmené à l'aéroport, et là, dans une grande salle, ils me lançaient comme une balle, en me donnant des coups. J'avais toujours les menottes. Ils m'ont fait manger de force du cochon, et boire un litre de vin rouge. Ensuite, ils m'ont transporté à l'hôpital pour me faire une prise de sang, pour pouvoir dire que j'étais saoul, alors que je ne bois jamais d'alcool. Après, ils

m'ont emmené en cellule à la gendarmerie, pendant deux jours sans manger, ni boire, ni fumer. Enfin, ils m'ont relâché». Quand je lui demande pourquoi lui : «Comme ça, par hasard».

Ces exactions de la police ne découragent pas les grévistes : «Demain lundi encore, nous nous rassemblerons devant la centrale» nous dit l'un d'entre eux. «Mais jamais on ne travaillera avec les flics dans notre dos».

Si la bourgeoisie espère pouvoir surexploiter ces travailleurs immigrés parce qu'ils seraient moins syndiqués, elle se trompe. Ils sont tous adhérents à la CGT, soulignent-ils, et plusieurs ont déjà acquis une expérience de la lutte, par exemple sur le chantier de la Centrale Nucléaire de Dampierre en Burly.

François MARCHADIER

## Zenith (Choisy)

«ELLES SONT PRETES  
A RECOMMENCER»

Vendredi, nous avons tiré quelques conclusions de la grève. Sur le plan revendicatif, ce qui a été obtenu est loin d'être négligeable : 90 F en mai, 90 F en septembre pour les bas salaires, 40 F en octobre, et 2 % en fin d'année au dessus de l'indice INSEE. Deux jours et demi de grève sont payés. Soit une augmentation de 15 %. Alors, d'où vient ce sentiment de n'avoir pas obtenu ce qui était demandé ? C'est que les ouvrières voulaient 7 % tout de sui-

te. Elles n'ont obtenu que 90 F tout de suite, soit 3,96 % les autres augmentations étant échelonnées.

L'acquis incontestable de cette lutte, c'est l'unité des ouvrières qui s'est forgée dans la bataille. Les lettres envoyées par le patron, ce sont les déléguées qui les ont récoltées. Le camion qui a pu rentrer dans l'usine, c'est parce qu'elles ne se méfiaient pas ; ce sont les chaînes qui ont été mises sur le portail ensuite, les portes ouvertes à la maîtrise mer-

credi dernier, pas une ouvrière n'est rentrée. Positif aussi que l'usine de Melun, isolée dans une zone industrielle peu syndicalisée, en milieu rural, ait démarré la grève. Positif enfin, le mouvement de solidarité qui s'est développé (exemple, 1 500 F recueillis en 2 heures, aux feux rouges, devant l'usine). La cellule locale du PCR a participé aux tâches concrètes avec une seule idée : tout faire pour renforcer la lutte. Comme le disait une déléguée, «les gens qui vous

soutiennent, ça reconforte». De plus, nous avons sans cesse été à l'écoute du point de vue des ouvrières, construisant notre point de vue, pas à pas, à partir de la pratique. Aujourd'hui, dans l'usine tout est calme. De ce calme qui préside à l'instauration d'un nouveau rapport de force. La maîtrise ne parle guère, et ne fait pas de réflexion. Le moral des ouvrières ? «Elles sont prêtes à recommencer», disait une déléguée.

Corres.

## Ultra (Besançon)

«On ira  
jusqu'au bout»

● Vendredi 2 juin : à Ultra, une petite boîte d'horlogerie, la grève vient d'être reconduite en AG, pour la troisième semaine. Cela fait maintenant 15 jours en effet que les 200 ouvriers qu'elle compte, ont engagé la lutte contre les brimades des chefs, contre les salaires de misère et les cadences infernales. Sur les 200 employés, il y a 170 femmes, très jeunes pour la plupart. C'est leur première lutte, mais leur détermination est de première trempe !

A l'entrée de l'usine, des panneaux appellent à la solidarité et expliquent : «Nous menons la lutte, pour tous les travailleurs». Une vingtaine de filles discutent dans la cour, et c'est avec chaleur qu'elles accueillent les militants de l'UOP.

«Notre grève a commencé le vendredi 19 mai. Un chef a voulu isoler une déléguée en l'envoyant dans une pièce au fond. C'en était trop, ça a débordé. Ici c'est une boîte de dingues, c'est le ras le bol général. Quinze jours avant, on avait réclamé pour les salaires. On touche 1 800 F. Il faut dire qu'on est passé à 40 h, mais avec une perte de 200 F. En plus, ils se rattrapent sur les cadences. Elles sont infernales. La direction n'avait, à ce moment-là, rien voulu savoir. Il y avait alors une telle ambiance qu'on n'en pouvait plus. Tout le monde était tendu et accrochait tout le monde, pour un oui, pour un non. Il fallait que ça sorte, et on est partis, tous ensemble. Partout, dans les ateliers, nous nous sommes concertés. Nous avons décidé un débrayage de deux heures. Le lundi à 6 h 30 la grève a été votée. Nous étions unanimes. Ce que nous voulons, c'est 400 F de plus pour les salaires, le treizième mois ; il y a en principe une prime pour Noël, une prime de vacances. Mais quand tu as quinze jours de maladie pour l'année, ça fait un douzième en moins ; ça veut dire 200, 300 F qui sautent. Pour les chefs, c'est aussi un avertissement. Du côté du patron, aujourd'hui, c'est «miet», il refuse toute discussion, et menace de mettre la clé sous le paillason. Le di-

recteur de la main d'œuvre départementale a déclaré qu'il essaierait de faire que des négociations s'ouvrent. Ici, nous sommes nombreuses à avoir des enfants, et beaucoup sont divorcées, ou mères célibataires, c'est par là qu'il essaie de nous tenir, car il faut bien les nourrir. On a monté une section, CGT il y a trois mois seulement. Personne ne s'y connaissait, et la première semaine, on a plané. Cette semaine, on a fait une collecte, elle a rapporté un million ; pour une fin de mois, c'est bien. On a fait des prises de parole devant la Rhodia, Kelton, Veil, et on a tenu un meeting jeudi. Toutes les boîtes étaient invitées, toutes les directions syndicales sont venues, CGT et CFDT. On s'est organisé pour l'occupation ; il y a des équipes en roulement, de jour et de nuit. De plus, il y a une équipe pour la confection des banderoles, pour les sandwiches... on se débrouille. Il y a une bonne entente entre nous. A la télé, dans la presse, c'est le silence. Il faut étendre le mouvement, faire connaître la lutte. Nous irons jusqu'au bout».

Rendez-vous a été pris avec l'Union Ouvrière et Paysanne pour les collectes, pour l'information sur les quartiers. Lutter, c'est le moment. C'est ce que montrent les travailleurs de chez Ultra.

Corres.Besançon

## Reinier (Strasbourg)

Malgré les flics,  
la grève continue

Le mardi 30 mai au matin, sur requête de la SNCF, le tribunal a demandé, aux grévistes de Reinier d'évacuer leur local de travail, qu'ils occupent depuis 4 semaines ce qui empêchait pratiquement tout travail aux non grévistes et à ceux que le patron a embauchés pendant la grève. Les travailleurs ont refusé d'évacuer et le lendemain après-midi la police est intervenue en force pour les déloger. Les ouvriers de Reinier poursuivent la grève et restent rassemblés aux portes des domaines SNCF. Ils sont toujours mobilisés et unis sur leurs revendications de départ. La nécessité de développer

le travail de popularisation grandit chaque jour ; ce travail a commencé la semaine dernière avec des militants de l'UOP (voir QDP précédents).

Des interventions en commun se font sur les marchés et la ville ce qui se développe chez les ouvriers c'est que c'est à eux de prendre en mains leur lutte et de ne pas s'en remettre à l'UD CGT pour vaincre l'isolement. Sur-tout que les promesses de soutien en cas d'intervention policière n'ont pas duré longtemps ; grève de 24 h chez les cheminots, manifestation...

Corres.Strasbourg

## Une semaine de lutte contre la direction de la Régie Une semaine de frottements et de louvoisements des appareils syndicaux

**Vendredi 26 mai :** Dans les ateliers, les travailleurs décident un débrayage de 2 h par poste sur proposition syndicale. 800 personnes y participent dans l'équipe du matin. Déjà, un «noyau dur» d'environ 250 à 300 jeunes ouvriers s'affirme ne veut pas en rester là et veut faire la jonction avec l'équipe d'après-midi qui arrive à 14 h. Les appareils syndicaux refusent, mais des militants tant CGT que CFDT participent activement au mouvement. La décision est prise de reconduire le mouvement en début de semaine suivante.

Une majorité de grévistes vote déjà l'occupation, mais les directions syndicales n'y appellent pas. Finalement elle ne peut se faire.

**Lundi 29 :** un tract CGT - CFDT appelle à reprendre les 2 h de débrayage par poste.

**Mardi 30 :** Les débrayages reprennent et grossissent en nombre. Les ouvriers décident d'attendre 14 h par un vote à main levée. La CGT ne prend pas position. A 14 h, appel à se mettre en grève sans attendre 15 h 15 pour l'équipe d'après-midi. Pendant toute la journée, on ne voit pas les «appareils syndicaux». Dans la nuit de mardi à mercredi, plusieurs centaines de grévistes occupent la boîte avec plusieurs militants CGT et CFDT.

**Mercredi 31 :** Les appareils syndicaux réapparaissent pour proposer un vote à bulletins secrets sur 2 propositions : 2 h par poste, ou 24 h reconductibles. La question de l'occupation est évoquée en post-scriptum. La proposition de voter à bulletins secrets est accueillie par des sifflets et une vague de protestation. Les dirigeants syndicaux auront toutes les peines du monde à placer quelques mots. Le vote est boycotté par une large frange de grévistes. Malgré cela, une majorité écrasante se prononce pour la grève de 24 h reconductible. C'est l'enthousiasme général sauf pour les appareils.

**Jeudi 1<sup>er</sup> :** Le matin à 5 h, la CGT est là avec camion sono et permanents venus exprès de Rouen. La direction CFDT est absente. Les gars rentrent par petits paquets. Aucune prise de parole pour mobiliser. Ce n'est que lorsque la sonnerie de l'usine retentit que l'on entend enfin la CGT : «*Camarades, nous vous appelons à poursuivre la lutte*». 2 000 gars sont dans les ateliers. Malgré cela, plusieurs centaines de grévistes restent dehors. Beaucoup de ceux qui sont rentrés ressortent. On apprendra plus tard qu'une malencontreuse panne de sono avait empêché la direction CGT de parler.

Mais le rassemblement grossit dehors. Alors, la CGT change de tactique : elle adopte un langage dur et annonce qu'elle soutiendra l'occupation. Celle-ci est décidée au cours d'un meeting qui rassemble plus de 3 000 travailleurs. Les appareils syndicaux disparaissent. On ne les avait toujours pas vus samedi. Des militants de base des deux syndicats participent activement à l'occupation.

La sono est étrangement silencieuse. Par contre, les permanents distribuent activement un tract dans lequel on peut lire : «*Ce ne peut être une minorité qui, au nom de n'importe quelle cause, impose à la majorité une forme de lutte*».

**Vendredi 2 :** Un super-commando de cadres force une petite porte dans la clôture. Une quarantaine d'entre eux pénètrent dans l'usine et attaquent les grévistes. Une riposte rapide et appropriée chasse les agresseurs qui se replient spontanément avec quelques yeux au beurre noir et une bonne couche de neige carbonique sur leurs beaux costumes. Ils recommencent l'opération à une autre porte : même résultat. Là-dessus, tout un dispositif de défense de l'usine est mis en place : portes cadenassées, chariots entassés derrière ; lances à incendie et extincteurs en batterie, prêts à servir.

La direction cite 8 délégués CGT et CFDT en référés pour obtenir l'évacuation de l'usine. Le jugement est reporté au lundi 5 à 9 h.

**Samedi 3 au matin :** L'occupation se poursuit. Les grévistes s'affairent à toutes sortes d'occupations. Renforcement de dispositif de défense ; confection de banderoles... Ils sont plusieurs centaines par roulement, jour et nuit.

A midi, on n'a toujours pas revu les «appareils syndicaux».

## Cléon

### L'OCCUPATION IMPOSÉE... AUX DIRECTIONS SYNDICALES

Ça bouge à la Régie. Un peu partout dans les usines du groupe. Les premiers ont été cette fois les 400 OS des presses de Flins qui occupent leur atelier depuis près de deux semaines. Mais le gros coup là où les choses prennent de l'ampleur, c'est à Cléon.

Dans la banlieue de Rouen, en pleine campagne, de beaux bâtiments bien alignés. C'est l'usine Renault de Cléon ; 8 000 personnes travaillent dans cette unité de la Régie qui produit des moteurs et des boîtes de vitesse. Majorité d'OS, cadences, bruit intolérable, chefs dans le dos... bref, l'univers carcéral des ouvriers de chaînes.

Renault-Cléon, c'est aussi les pionniers de 68, une des premières à partir en lutte avec Sud-Aviation de Nantes. «*On y était avant eux*» rectifie fièrement un militant CFDT.

Pour l'heure, c'est bel et bien la première de la Régie à être occupée. Et cela n'a pas été facile. Non pas que la combativité ait fait

défaut. La débandade de la gauche le 20 mars a été ressentie ici comme ailleurs. Il y a eu une période difficile à passer. Mais elle a été de courte durée. Les travailleurs ont vite redressé la tête et commencé à poser la question de la lutte.

Non, les difficultés viennent surtout de ce que «les appareils syndicaux» comme on les appelle ici, n'étaient pas très chauds, mais alors pas du tout, pour se lancer dans un mouvement d'ampleur. Depuis, les premiers débrayages le vendredi 26 mai, ils ont fait œuvre de diversion, s'ingéniant de mille manières à freiner les choses, mettant toutes sortes d'entraves, de prélabies au développement de la lutte. Ainsi de ces histoires de vote à bulletins secrets violemment rejetés par de nombreux grévistes ; ainsi de ces disparitions subites au moment où ils devraient prendre des choses en mains... On pourrait multiplier les exemples.

Cette tactique des appa-



reils leur a posé un certain nombre de problèmes. Hués à plusieurs reprises par les grévistes au moment des meetings, ils ont dû également affronter la colère d'un certain nombre de militants, tant CGT que CFDT, qui se mobilisent pour la lutte, soutiennent activement les grévistes et participent à l'occupation. Dans cette usine déjà peu syndiquée, une nouvelle bordée de cartes syndicales a encore volé en mor-

cas, les grévistes sont bien décidés. Le ras le bol est profond. Il porte bien sûr, sur les salaires, les horaires, les conditions de travail. Mais au delà, on sent bien qu'il y a une profonde révolte contre cette société qui opprime, qui mutile qui exploite les travailleurs ; cette société dans laquelle les ouvriers ne sont que des machines à produire.

On ne peut dire que les souvenirs de 68 sont au

#### LES REVENDICATIONS

Pas de salaires inférieurs à 3 000 F  
Augmentation de 300 F pour tous  
Semaine de 35 h  
5<sup>e</sup> semaine de congés  
Amélioration des conditions de travail

ceaux au cours de cette semaine particulièrement agitée. Il paraît même que des militants révoltés auraient déchiré en même temps celle du PC.

Si l'occupation a été votée à une large majorité, il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre de problèmes restent posés pour son orientation. D'abord du fait de la désertion des appareils. Et puis parce que l'occupation d'une seule aussi grande, avec plusieurs entrées, des kilomètres de clôtures, ce n'est pas si simple. En tout

centre des discussions. Beaucoup ne l'ont pas connu ici. Et les conditions sont différentes. Cela dit, ce renouveau de la combativité ouvrière se développe chez Renault ; et particulièrement dans cette usine de Cléon. A l'évidence, ce n'est pas un hasard. La lutte engagée ici, imposée aux appareils syndicaux, pourrait bien être le point de départ d'un mouvement bien plus vaste dépassant même le cadre des usines Renault.

Gérard PRIVAT

### Berliet Vénissieux : 300 caristes en grève

Suite à un mot d'ordre d'action de la CGT et de la CFDT sur la nouvelle grille de salaires Renault véhicules industriels, des débrayages ont eu lieu jeudi dernier à Berliet Vénissieux de diverses catégories, en particulier des professionnels qui sont déqualifiés dans la nouvelle grille.

A l'occasion de ces actions diverses, un mouvement d'ampleur se déclenchait parmi les caristes des équipes et de la journée suivi à plus de 95 %. Ils refusent la pose de mouchards sur leurs fenwick et demandent des augmentations de salaire. Des débrayages de 4 h ont lieu régulièrement et perturbent la production de l'ensemble des ateliers de Vénissieux.

A plusieurs reprises les caristes ont manifesté avec leurs engins devant les grands bureaux. Faute de résultats pour l'instant le mouvement devait se poursuivre lundi.

Correspondant

## Cléon, lundi matin

### LA GREVE AVEC OCCUPATION EST RECONDUITE

Il y avait encore plus de grévistes que la veille, pour participer à l'occupation, dans la nuit de dimanche à lundi. Sur tout le terrain de l'usine, des rondes étaient organisées, afin de faire face à toute éventualité.

Dans la mesure où le tribunal des référés, devant lequel 8 délégués étaient cités, ne devait statuer qu'à 9 heures ce lundi, c'est surtout de la part de la maîtrise que les grévistes attendaient un mauvais coup. Bien sûr, celle-ci n'a pas manqué d'y songer, si on en juge par les rondes que les cadres effectuent autour de l'usine depuis l'occupation. Finalement, la maîtrise n'a pas tenté de

coup de main, comme vendredi dernier. Bien lui en a pris, car de nombreux occupants s'étaient jurés de la recevoir comme elle le mérite !

Sans doute, ces cadres attendaient-ils l'équipe du matin, qui le lundi, prend normalement son quart à 6 heures. C'était là un faux calcul, car si effectivement, plusieurs centaines d'ouvriers se sont présentés, ils n'étaient pas hostiles à l'occupation. La direction comptait sur les travailleurs que les autocars ramassent à 40 km à la ronde, en Haute Normandie. Ceux-ci étaient vides. La volonté de ces



ouvriers de ne pas servir de masse de manœuvre contre les grévistes s'est manifestée par le fait qu'ils sont venus par leurs propres moyens afin de ne pas être tributaires des services de cars pour rentrer chez eux.

Lors du vote organisé au cours du meeting unitaire qui se tenait devant l'entreprise, les ouvriers présents ont voté à l'unanimité pour la grève avec occupation, reconductible toutes les 24 heures.

Apparavant, les cadres avaient été fermement priés par le délégué CGT de Renault-Cléon, de ne pas prendre part au vote,

puisque'ils avaient été «amenés par la direction». Le secrétaire CGT de Renault Cléon, pour sa part, demanda dans son intervention : «*A quand les milices à Renault, comme à Citroën ou à Simca ?*». Il devait ajouter : «*Si nous n'y mettons par un terme, Renault sera bientôt le champion de l'exploitation en Europe*».

Une fois la grève reconduite, une partie des ouvriers qui venaient de voter la poursuite sont rentrés chez eux, tandis que la plupart des cadres attendaient l'arrivée de l'équipe du jour, «la normale», à 7 h 30, dans l'espoir sans doute qu'elle ferait un autre choix que l'équipe du matin. Bien qu'il n'y ait pas eu de nouveau vote, personne n'a manifesté la volonté de reprendre le travail !

Parmi ceux qui participent activement à l'occupation, le débat se poursuit sur les raisons pour lesquelles elle n'est pas plus massive. Certains mettent cela sur le compte des «travaux à faire à la maison», d'autres sur les hésitations des appareils syndicaux, au début de la semaine passée. Cette dernière explication est sans doute la bonne, même si l'est vrai que de nombreux ouvriers, paysans «ont du travail chez eux».

François MARCHADIER  
Le 5/6 à 8 h 30



### Un département en lutte

127 entreprises du département ont effectué des arrêts de travail en Seine Maritime depuis deux mois. Trois autres entreprises, en plus de Cléon, sont en occupation.

### Fête du PS : «pas intéressant»

Dimanche, les grévistes sont allés sur les marchés de la région, expliquer leur lutte par tracts. A la fête locale de l'Unité, un débat était prévu sur la grève. Un ouvrier qui y a participé me dit : «Ce n'était pas intéressant : le débat a porté sur les groupes socialistes d'entreprises. Moi ça ne m'intéresse pas, je n'étais pas venu pour ça, j'étais venu pour qu'on s'occupe de notre grève».

## •Douai

### Meetings dans toute l'usine

Lundi 5 juin, 8 h.

Des débrayages s'étaient déjà produits jeudi et vendredi dernier. Jeudi, la grève était presque totale à l'emboutissage ; vendredi, les débrayages s'étaient étendus à un atelier de soudure et à d'autres secteurs. Vendredi après-midi, la grève concernait 1 500 travailleurs.

Les revendications : pas de salaires inférieurs à 3 000 F, augmentation de 300 F, suppression du coefficient 165, début de la classification au coefficient 170. Des revendications qui sont communes à l'ensemble des travailleurs des usines Renault.

Ce lundi matin, la grève continuait à l'emboutissage, où elle était suivie à 85%. Des meetings devaient se dérouler dans l'usine : l'extension du mouvement est à l'ordre du jour. Sans qu'il y ait à proprement parler, de la part de la CGT, de mot d'ordre d'ensemble. A Douai, comme dans tout le groupe, les travailleurs ont les yeux fixés sur ce qui se passe à Flins, et à Cléon.

## •Sandouville

### Débrayage de 10 h à 14 h 15

Lundi 5 juin, 7 h 30.

Renault Sandouville : tôt ce matin, les gars discutent partout de ce qui se passe à Cléon et à Flins. Allons-nous faire comme eux ? Les arguments s'échangent. La CGT a lancé par tract un appel à l'occupation de 10 heures à 14 h 15, avec meeting à 10 heures, et le point sur la situation des luttes dans les autres boîtes de Renault. La semaine dernière, 4 débrayages de deux heures ont déjà eu lieu, ils ont chaque fois rassemblé 1 500 personnes par équipe.

Renault Sandouville, c'est 11 500 ouvriers, qui fabriquent la R 20, la R 30, et les breaks 18 et 16. Eux aussi demandent 300 F pour tous, les 40 heures, la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, l'augmentation des coefficients. Comme à Flins, les O.S. des presses demandent la qualification P 1. Mais dans toutes les équipes, ce qui domine, c'est la soif de savoir ce qui se passe ailleurs, le sentiment que c'est le moment d'y aller, à la Régie.

## •Orléans

### Le PCF contre le mouvement

Pour les responsables du PCF à Renault-Orléans, «il n'y a aucune raison de déclencher la lutte». Ils s'appuient pour cela sur le semi-échec d'un débrayage il y a une dizaine de jours, avant que le mouvement ne prenne de l'ampleur. A la fête du Loiret du PCF, le stand des cellules Renault ne disait pas un seul mot des luttes en cours. Cette attitude ouvertement opposée aux luttes a suscité l'indignation de plusieurs membres du PCF, accentuant ainsi les contradictions.

Correspondant

## •Dieppe (Alpine)

### Les 106 de l'Alpine Renault 5 toujours en grève

Lundi 5 juin, 7 h 20.

Les ouvriers viennent de rentrer. Pour l'atelier de l'Alpine Renault 5, cela fait trois semaines que dure la grève, largement soutenue par les autres ateliers. «Vendredi, ils ont de nouveau fait un débrayage, de 9 heures à midi. La lutte à Flins, à Cléon, ça nous soutient aussi beaucoup : on n'est plus seul en lutte, comme quand on a démarré le mouvement».

Lundi matin, la direction espérait que ce serait fini : «*Quand on est arrivé, il y avait des voitures sur les chaînes ! On les a tout de suite retirées, et on bloque les portes de l'atelier*».

Il est 7 h 20. Le délégué CGT qui nous fait le point de la situation sur sa boîte précise : «*L'huissier est matinal ! Il est déjà là, 4 mètres derrière moi !*».

Dans toute la boîte, qui est relativement petite (600 gars environ), les ouvriers suivent avec passion ce qui se passe dans les autres boîtes de la Régie, la menace d'évacuation par les flics, les référés, et surtout l'occupation. Après 3 semaines de lutte qui leur a déjà coûté une bonne partie de leur paie (la plupart ont touché pour le mois de mai entre 900 et 1 200 F), ils tiennent bon.



## Mauritanie : répression contre des patriotes

Depuis la dernière semaine de mai, de nombreuses arrestations de militants patriotes ont eu lieu en Mauritanie, dans plusieurs villes y compris à Nouakchott. Ces militants sont poursuivis pour avoir organisé des réunions où étaient dénoncées la participation de la Mauritanie à la guerre contre le peuple sahraoui et la situation du peuple mauritanien. En effet, l'effort de guerre entraîne une aggravation des conditions de vie des masses, tandis que l'occupation du pays par les troupes marocaines et françaises s'accroît. C'est le 22 mai qu'un meeting gouvernemental avait été boycotté et que des dizaines de militants avaient organisé un meeting de dénonciation du régime d'Ould Daddah.

Les militants arrêtés avaient été livrés aux tortionnaires marocains dirigés par Dlimi, connu comme assassin probable de Ben Barka.

## 250 Sahraouis arrêtés à El Ayoun

« 250 Sahraouis ont été arrêtés à El Ayoun les 21, 22 et 23 mai derniers » a révélé à Paris M. Sayed El-Aini, représentant du Front Polisario pour l'Europe et l'Amérique Latine.

« En effet, poursuit M. El Aini dans sa déclaration, le 20 mai, jour anniversaire du déclenchement de notre lutte armée, des tracts avaient été distribués et des banderoles brandies. Ainsi, comme notre peuple refuse de plier devant les envahisseurs ébranlés, la répression reprend avec encore plus de férocité.

Cette fois, c'est surtout aux femmes et aux enfants qu'ils s'en sont pris. Ces frères et sœurs sont-ils allés rejoindre les centaines d'autres personnes qui, depuis plus de deux ans maintenant, ont disparu et dont on n'a plus jamais entendu parler.

Depuis plus de deux ans, poursuit M. El-Aini Sayed, nos frères et nos sœurs à El-Ayoun, Dakhla, Smara, Tantan, Zouerrat, Bir Moghrein, Nouadhibou, etc., sont les otages de la soldatesque déchaînée des deux régimes agresseurs. Qui viendra les en délivrer ? Qui organisera pour les sauver une opération aéroportée et un pont de « transall » ? Au Sahara occidental, lorsqu'on parle de « mission humanitaire », c'est plutôt d'envoyer des « Jaguar » bombarder nos combattants et nos civils qu'il s'agit. Par quelle perversion de l'esprit certains parviennent-ils à convaincre qu'il faut se défendre de l'opprimé et voler au secours de l'oppressé ? (...)

A.P.S.

## PALESTINE OCCUPÉE : ATTENTAT DE LA RÉSISTANCE POUR L'ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE DES SIX JOURS

Alors que l'État sioniste marquait par des cérémonies l'an-

niversaire de l'annexion et de l'occupation d'El Qods (Jérusalem) lors de la guerre des Six Jours de 1967, un attentat revendiqué par la Résistance Palestinienne a fait six morts et de nombreux blessés en plein centre de la ville.

## Manifestation du COBA à Lyon

2 500 personnes ont manifesté à Lyon à l'appel du COBA et de nombreuses organisations. Peu de banderoles à cette manifestation, l'autorisation préfectorale s'étant fait attendre. Après l'interdiction et le matraquage d'une manifestation précédente sur le même thème, la tenue de celle-ci est sans doute un acquis de la campagne.

Nombreux slogans : « Pas de football entre les camps de concentration », « Paras hors du Zaïre, Mundial hors d'Argentine ! », « Libérez les prisonniers politiques en Argentine ! », « Argentine, Chili, Brésil, à bas les dictatures fascistes ! », « Il est pourri le régime giscardien, il soutient les fascistes argentins ! ».

## Corse : arrestations préventives

La police prépare le terrain pour le voyage que Giscard doit faire en Corse. 2 000 flics sont arrivés en renfort du continent. De nombreuses interpellations et gardes à vue ont été opérées dans les milieux autonomistes. Des contrôles stricts ont été établis au départ des aéroports d'Orly et de Roissy.

Un attentat a détruit la villa appartenant à Riolacci, ex-préfet de Corse et conseiller de Giscard, ainsi qu'une villa appartenant à Dominati. Le FNLC a revendiqué 32 attentats depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

Une charge de plastic a fortement endommagé la demeure du maire de la commune de Vero, connu pour ses sympathies autonomistes.

## LA MANIFESTATION DU PCF SUR L'AFRIQUE

### ● Silence sur le social-impérialisme ● Opération pour « resserrer les rangs »

En appelant à manifester lundi soir à Paris, le PCF et son organisation de jeunesse prétendent dénoncer l'offensive colonialiste dont sont actuellement victimes les peuples d'Afrique. En fait, il s'agit là, de la part du PCF, d'une opération qui, tentant d'exploiter les justes sentiments de réprobation et de colère des travailleurs et de la jeunesse de notre pays, contre l'impérialisme français vise autre chose.

D'abord, le PCF entend distinguer parmi les agressions dirigées contre les peuples africains, celles qui, en quelque sorte, seraient « bonnes », celles fomentées par l'URSS et ses mercenaires : celles-ci L'Humanité les passe sous silence ou les « justifie ». En réalité, les peuples africains doivent faire face aujourd'hui à un accroissement rapide des rivalités impérialistes, qui menacent gravement la paix et la sécurité de leur continent. Et qu'il s'agisse des interventions des puissances occidentales, et en particulier française, ou de l'intervention du social-impérialisme soviétique, tous prétendent, cyniquement, agir pour « défendre » cette paix et cette sécurité, alors qu'ils veulent préserver ou étendre leur influence à la faveur de l'intervention de leurs rivaux.

Face à ces agressions, nous disons : NON à toutes les interventions impérialistes contre les peuples africains, en associant dans une même condamnation notre propre impérialisme et les autres.

L'appui aux peuples africains passe nécessairement par la ferme dénonciation du social-impérialisme qui est devenu — l'ampleur de l'agression française, aujourd'hui, contre l'Afrique, ne saurait le faire oublier — l'impérialisme le plus dangereux.

Non seulement parce que ses armements, sa logistique et ses mercenaires cubains sont directement engagés contre les peuples africains, l'exemple le plus récent étant l'Érythrée mais aussi, parce qu'il tente toujours de se faire passer pour « défenseur » des peuples contre les vieilles puissances coloniales que leurs décennies de guerres sanglantes ont discréditées sur le continent. C'est à la faveur de cette politique que le social-impérialisme entend manœuvrer pour diviser les peuples, en vue de se les assujettir, espérant recréer, y compris en Érythrée et au Zimbabwe, une situation « angolaise ».

La caution apportée par le PCF à la politique afri-

caine de l'URSS, hormis une timide réprobation à l'égard des « interventions militaires » qui menacent l'Érythrée, sans d'ailleurs nommer Moscou ni Cuba, va de pair avec la caution apportée plus généralement à la politique internationale de l'URSS. En particulier, la défense de la « détente » telle que l'entend Brejnev et à l'abri de laquelle l'URSS a intensifié ses gigantesques préparatifs de guerre.

Au-delà de cette caution apportée à la politique soviétique en Afrique, la direction du PCF ne néglige pas pour autant les intérêts de l'impérialisme français. Ainsi à la veille des élections, au cours d'une conférence de presse, consacrée au Tiers Monde, Kanapa n'avait nullement remis en cause l'existence des bases militaires françaises en Afrique. Et aujourd'hui, c'est toujours au nom de la possibilité, de maintenir les intérêts français en Afrique, d'y préserver les chances d'un capitalisme d'Etat français que le PCF condamne la politique giscardienne, parce qu'elle suscite l'hostilité déclarée des peuples africains.

Mais au-delà de ces perspectives extérieures, la direction du PCF entend par la manifestation qu'elle organise, la première de-

puis les élections, et la première seule, depuis longtemps, réaliser une opération pour « resserrer les rangs ». Au lendemain de l'échec de la gauche, et alors que les contradictions n'ont cessé de se manifester avec vigueur au sein du PCF, la direction de ce parti veut créer un consensus autour d'elle, notamment en tentant par certaines prises de position et initiatives de tirer bénéfice de l'hostilité à la politique africaine de Giscard. Elle tente de rallier ainsi, entre autres sur la base d'une dénonciation des interventions françaises en Afrique, une partie des travailleurs et des jeunes qui s'interrogent sur les objectifs et la stratégie du PCF.

Vis-à-vis de cette opération, les organisations trotskystes apportent leur contribution. En appelant à soutenir la manifestation du PCF, non seulement elles maintiennent leur traditionnel silence sur le danger social-impérialiste mais, en plus, elles apportent une caution d'« extrême gauche » aux initiatives de la direction du PCF. Donc à l'heure où celle-ci est soit carrément mise en cause, soit l'objet de nombreuses interrogations, y compris dans de larges secteurs à la base du parti révisionniste.

## Zaïre : arrivée des troupes marocaines

Le retrait des paras français du Zaïre annoncé pour le 7 juin, n'est que partiel. Deux cents paras restent au Shaba, ainsi que 600 Belges, pour une période indéterminée. Un contingent marocain de 1 300 hommes vient d'arriver. Il doit être suivi d'éléments fournis par les pays d'Afrique de l'Ouest ayant des accords de défense avec la France (Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal). La force d'intervention marocaine est dirigée par le colonel Loubanis. C'est lui qui

commandait déjà le corps expéditionnaire acheminé au Shaba par la France l'année dernière. Il avait pris la tête de la répression contre les populations de la région : des milliers d'opposants ou de villageois suspects avaient été éliminés, des dizaines de milliers de personnes allant se réfugier en Zambie et en Angola. Alors que la ville de Mutshasha, selon l'agence de presse zairoise semble avoir été reprise aux rebelles, il semble qu'une opération de qua-

drillage et de répression analogue à celle de l'année dernière ait commencé.

Alors qu'à Paris s'est ouverte la « réunion d'experts » des pays de l'OTAN où vont s'affronter les projets de Giscard et de Carter en vue d'une politique d'intervention concertée en Afrique, le projet de Giscard a été condamné par la Yougoslavie au nom du mouvement des non-alignés. Le porte-parole du gouvernement yougoslave

s'est en effet prononcé pour un règlement des problèmes africains « au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine et en conformité avec les principes du non-alignement ». Il a ajouté : « Les tendances à imposer aux pays africains une solution de bloc et à transformer ce continent en un champ de rivalités entre les super-puissances font peser une sérieuse menace sur la paix et la sécurité aussi bien en Afrique que dans le monde ».

## Visite du président du Mozambique en Corée.

● A la fin du mois dernier, le président mozambicain Samora Machel, à la tête d'une délégation du gouvernement et du parti Frelimo a effectué une visite officielle en Corée et en Chine.

En Corée, le président Machel a rencontré le président Kim Il Sung. Celui-ci a déclaré en l'accueillant :

(...) Votre présente visite dans notre pays a ceci de significatif qu'elle permettra de consolider encore et de faire briller pour toujours l'amitié et la solidarité militante entre nos deux partis, nos deux pays et nos deux peuples et elle apportera une grande contribution au renforcement de la solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique et des peuples des pays non-alignés qui les uns comme les autres, défendent l'indépendance.

La Corée et le Mozambique se tiennent l'un comme l'autre à l'avant poste anti-impérialiste en tant que pays membres du mouvement de non-alignement et les peuples des deux pays sont unis par de solides liens d'amitié grâce à la communauté de leurs situations du passé et de

leurs objectifs de lutte aujourd'hui. (...)

Le président Samora Machel a souligné que c'est la troisième fois qu'il visite la RPDC, cette fois étant la première après la conquête de l'indépendance nationale. Il a parlé de la nouvelle tactique impérialiste qui tente aujourd'hui de diviser les peuples des pays progressistes, appelant à une union plus avancée contre les manœuvres et les objectifs de l'impérialisme.

Après avoir parlé des problèmes d'Afrique australe et de la tactique spécifique de l'impérialisme

dans cette région, Samora Machel a souligné l'identité des points de vue entre la RPM et la RPDC sur l'unification pacifique de la Patrie coréenne.

« Nous sommes unis sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Nous sommes unis dans la lutte contre l'impérialisme, pour la liberté, l'indépendance nationale, la paix et le socialisme. Consolider notre unité, c'est la voie pour amplifier les victoires que nous avons durement remportées ».

## TCHAD

# DIX ANS D'AGRESSION DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Depuis 1966, le FROLINAT, puis d'autres groupes armés avaient engagé la lutte contre le gouvernement central néo-colonial de N'Djamena.

Depuis 1968, l'impérialisme français intervient ouvertement et massivement, envoyant un corps expéditionnaire de plusieurs milliers d'hommes. En 1972, le général Cortadellas devait reconnaître « il faudrait 50 000 hommes pour pacifier le Tchad ». En effet, dès cette époque, malgré l'application des méthodes les plus barbares de la guerre coloniale, les troupes françaises et l'armée de N'Djamena n'arriveront à contrôler qu'à peine la moitié du territoire.

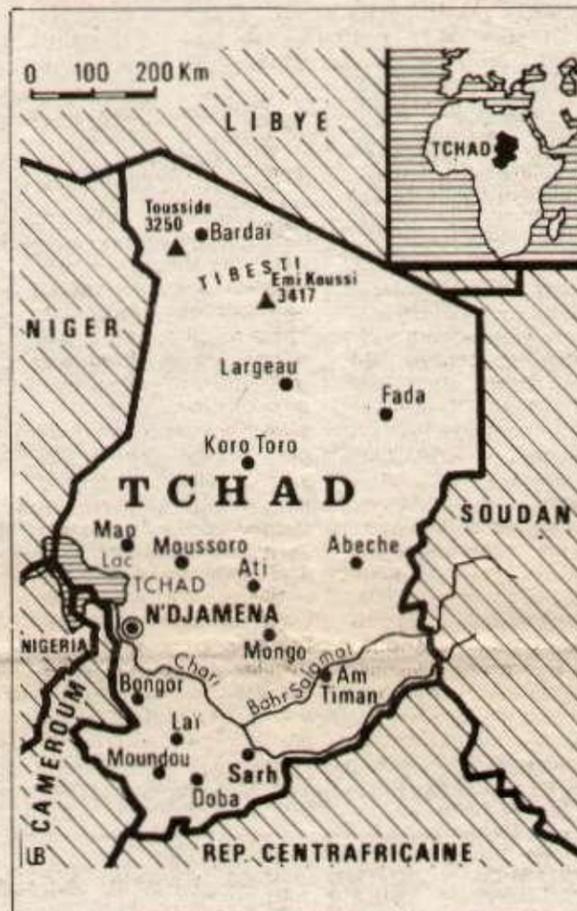
Mais, l'impérialisme français a profité de cette situation de faiblesse de l'Etat tchadien pour renforcer son emprise sur celui-ci. Alors qu'au début des années 70, il dispose au Tchad de sa deuxième base militaire en Afrique, après celle de Djibouti, il truffe les services de sécurité et l'administration centrale du Tchad, de ses agents et de ses conseillers, comme Gourvenec, chef des renseignements généraux

En 1974, c'est l'affaire Claustre : la France négocie par dessus la tête du gouvernement tchadien avec Hissène Habré pour lui livrer des armes. Alors le gouvernement militaire de Malloum ferme la base française, en 1975. Mais, en mars 1976, après une visite officielle de Chirac, alors premier ministre, de nouveaux accords militaires sont signés : des centaines de coopérants reviennent pour encadrer l'armée tchadienne qui reçoit des livraisons massives

de matériel de guerre (hélicoptères, avions de combat, auto-mitrailleuses). En 1977, l'aide au Tchad va atteindre 50 % du budget de la « coopération » militaire française globale. L'impérialisme français s'acharne d'autant plus à augmenter ce soutien militaire qu'en 1976 l'URSS avait commencé de son côté des livraisons d'armes au gouvernement central de N'Djamena et que Malloum était allé demander également de l'aide à Carter. En même temps, des militaires français, en « service détaché », combattant sous uniforme tchadien, mais recrutés par le gouvernement français, sont engagés dans les combats, par exemple comme pilotes de bombardiers.

Cependant tout cela n'empêche pas le régime de Malloum d'être incapable de contrôler politiquement et militairement le pays. Et au début de cette année, on a vu les positions gouvernementales tomber les unes après les autres. Le 17 février, les insurgés prennent la préfecture de Faya-Largeau et mettent hors de combat la moitié de l'armée de Malloum.

A la suite de ces défaites, le 27 mars un accord de cessez-le-feu est conclu entre Malloum et le FROLINAT avec une tentative de médiation de la Libye, du Niger et du Soudan. Alors que ces accords prévoient l'évacuation des troupes étrangères, la France accélère début avril ses livraisons d'armes et ses envois de troupes : de 310 « conseillers » prévus par les accords de 1976, les militaires français, passent désormais à près de 2 000 ! Fin avril, c'est un régiment



de légionnaires d'Orange qui est envoyé au Tchad. Comme il va le faire pour le Zaïre, Giscard met en avant « la protection des coopérants français ». Deux cents d'entre eux sont alors rapatriés : mais ils révèlent que dans tout le pays, la population tchadienne manifeste contre toute présence française, qui est ressentie comme partie prenante de l'oppression néo-coloniale.

A partir du 18 mai, plus de 600 soldats français couverts par l'aviation seront engagés dans une vaste opération de « net-

toyage » au Nord d'Ati. Le gouvernement français reconnaît la mort de trois militaires et la perte d'un Jaguar. C'en est fini, des explications embrouillées de Giscard et de ses ministres. Ils ont successivement expliqué que l'armée française participait à des « opérations de logistique », puis à des opérations « dissuasives » et « défensives ». Aujourd'hui, c'est clair : à Djeddah, les troupes de Giscard, intervenant massivement et directement, ont massacré des centaines de Tchadiens, pour sauver le régime de Malloum.

## TROUPES FRANÇAISES HORS DU TCHAD !

Giscard a donné l'ordre de massacrer des milliers de tchadiens. L'opération lancée du 31 mai au 2 juin dans la région d'Ati au centre du Tchad était conçue pour écraser sous les bombes toute une région, peuplée, une palmeraie, sous prétexte que des opposants armés y avaient installé des positions.

Ce crime de guerre a été préparé de longue main. Depuis le mois de janvier, Giscard envoie régulièrement des troupes. De quelques dizaines, elles sont passées à plus de 2 000, parachutistes, infanterie, artilleurs, pilotes, servants d'armes anti-chars. Depuis le mois d'avril, 10 avions Jaguar ont été retirés de la frontière est de la France pour être envoyés à l'ancienne base coloniale de N'Djamena, d'où ils pilonnent les régions où se meuvent les opposants armés du régime Malloum.

La tuerie organisée à Djedda a mis au jour la réalité de l'engagement français. Giscard affirmait le 28 avril que ces « coopérants militaires » n'exerceraient à aucun moment d'action offensive. Au même moment, il mettait au point l'envoi des centaines d'hommes qui lui ont permis de prendre directement en mains, à tous les échelons, depuis la conception et le commandement, jusqu'à l'exécution sur le terrain, la conduite des opérations et de la guerre.

L'objectif des troupes françaises était de créer une ceinture de défense au nord de N'Djamena, alors que la moitié de l'armée tchadienne a été rendue inefficace lors des combats du début de l'année. Les troupes du Frolinat (Front National de Libération du Tchad) s'étaient alors fait reconnaître le contrôle de tout le nord du pays. En réalité, elles paraissent étendre leur action sur les deux tiers du pays. D'autres forces armées venues du Sud ont participé aux combats contre les paras coloniaux. Contrairement aux arguments allégués par la presse, aux ordres, qui se réjouit ouvertement des massacres de centaines d'Africains, la guerre du Tchad n'oppose pas les « populations du nord aux populations du Sud ». Le régime de Malloum est combattu par des forces présentes à des degrés divers dans la plupart des régions du pays. La présence française est combattue dans tout le pays. Des grèves et des manifestations ont été organisées dans tout le sud du pays en avril dernier, à l'annonce de l'arrivée des troupes françaises. Le peuple tchadien exprimait ainsi son refus de subir à nouveau sur son sol les soudards qui ont incendié les palmeraies, détruit nombre de villages entre 68 et 72, le refus de les voir à nouveau opérer la « pacification » au napalm et au lance flammes.

En intervenant, Giscard veut sauver Malloum. Son homme à N'Djamena, le commandant Gourvenec, a aidé à l'installation du nouveau régime : il avait en vue de réaliser une « réconciliation nationale » qui, en intégrant toutes les forces politiques s'opposant à l'autorité de N'Djamena, aurait permis, selon les calculs de Paris, que ne soient pas remis en cause les intérêts français au Tchad, alors que sept années de guerre n'avaient pu parvenir à ce résultat.

« La France n'a aucunement l'intention de prendre des engagements qui débordent ses alliances » a commenté Giscard à propos de l'opération de Djedda. Ces alliances, il les a imposées. Absorbant plus de la moitié du commerce, contrôlant les principales productions et autres activités économiques par l'intermédiaire des banques et des sociétés françaises, l'impérialisme français s'assure au Tchad d'une appréciable source de revenus par le pillage. Sa domination sur le Tchad lui garantit l'existence d'une base essentielle dans son dispositif militaire en Afrique : les facilités aériennes imposées dans les accords de coopération sont vitales pour la liaison entre les troupes françaises du Sénégal et de Côte d'Ivoire d'une part et les troupes de Djibouti d'autre part, ainsi qu'entre la métropole et le Sud du continent.

Au Tchad, Giscard ordonne le massacre pour assurer la survie d'un régime qui lui est d'autant plus soumis qu'il est plus faible. La guerre imposée par la France au peuple tchadien vise à défendre l'un des éléments importants de sa présence dans l'Ouest africain et de son poids sur tout le continent.

Cette agression renforce de plus les menaces d'extension des interventions étrangères en Afrique et notamment de l'URSS, nouveau prétendant à la mainmise sur le continent, d'autant plus dangereux qu'il prend le masque d'ami des peuples.

**NON A LA GUERRE NÉO-COLONIALE !  
TROUPES FRANÇAISES HORS DU TCHAD !  
VIVE LA LUTTE DU PEUPLE TCHADIEN POUR  
SA LIBÉRATION ET POUR SON INDÉPENDANCE  
NATIONALE !**

## Coton, pétrole et uranium

Par sa situation au cœur de l'Afrique, le Tchad occupe une position stratégique permettant à l'impérialisme français d'avoir une escale pour des interventions dans l'Océan Indien ou le Sud du continent. Mais la France y a aussi de puissants intérêts économiques, dans le domaine agricole et elle s'intéresse aux richesses potentielles de ce pays dans le secteur minier.

Dans le domaine agricole, le colonialisme français a, dans le passé imposé par la force aux paysans, la culture du coton, aux dépens des cultures vivrières. Aujourd'hui, l'impérialisme français continue à contrôler cette culture, par l'intermédiaire de la Société Cotonfran, qui contrôle la Cotontchad. Cette société exploite toujours les paysans et contrôle ainsi un secteur vital de l'économie tchadienne. La société

textile du Tchad, qui transforme le coton pour les besoins locaux, est également aux mains d'intérêts français et allemands, tandis que les anciennes sociétés commerciales coloniales (Optorg, CFAO, SCOA) continuent d'opérer dans le pays.

Dans le domaine pétrolier, c'est une compagnie américaine, la CONOCO, qui a obtenu le monopole des recherches. Elle s'est associée à Shell, puis à l'Institut Français du Pétrole. Les recherches qui se déroulent depuis dix ans viennent d'aboutir : le Tchad disposerait de ressources supérieures à celles de la Libye.

De plus, de l'uranium a été recherché et détecté au Tchad, particulièrement dans la région du Tibesti, actuellement contrôlée par les rebelles.

## L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN ARGENTINE

Le voyage de Poniatowski en octobre dernier avait pour but de relancer la coopération avec l'Argentine et de conclure de nouveaux contrats. Mais de nombreuses entreprises françaises sont installées depuis longtemps dans le pays, en gros depuis 1958, depuis la loi 14 780 qui permettait de rapatrier librement les bénéfices.

La somme des chiffres d'affaires de dix des groupes français les plus importants ayant des filiales argentines représente le produit national brut de l'Argentine : il s'agit de Renault, de Peugeot-Citroën, PUK, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont à Mousson, Thomson, CGE, BSN, Air Liquide, Béqéromont.

Les salaires sont cinq à dix fois plus bas en Argentine qu'en France, et l'Argentine, pays de bon niveau culturel, qui ignore pratiquement l'analphabétisme, — ce qui est rare dans le Tiers-Monde — possède une main d'œuvre qualifiée. Les trusts français ont trouvé là des moyens de réaliser des profits plus importants qu'en Europe.

La tentative du ministre de l'Économie Martinez de Hoz est d'autoriser très largement le rapatriement des bénéfices. Mais avant même l'accomplissement de la loi, les entreprises françaises avaient pris l'habitude de détourner la difficulté. Par exemple, par le système des prix d'ordre, la maison-mère facture à sa filiale des matières premières, des équipements ou des fournitures, à des prix 2, 3 ou 10 fois plus élevés que le prix réel. Ce système de facturation fictive a été notamment pratiqué par Caméa, filiale argentine de Pechiney Ugine Kuhlman en 1974. Il y a aussi comme moyens les faux transferts de technologie.

Les trusts français en Argentine se caractérisent par une politique systématique de répression anti-syndicale. Par exemple, la SAFRAR, filiale argentine de Peugeot a fait intervenir l'armée, a opéré des licenciements et le 23 septembre 77, les ouvriers, en arrivant à leur travail, ont trouvé devant la porte les cadavres de 5 personnes fusillées... à titre d'intimidation. Chez Ika-Renault, qui emploie 12 000 personnes la direction, composée de cadres français, a immédiatement appliqué la loi sur la «sécurité industrielle», loi anti-grève ; en deux ans, elle a licencié plusieurs centaines d'ouvriers, et fait intervenir plusieurs fois l'armée dans l'enceinte même de l'usine, pour disperser une assemblée syndicale. L'armée a blessé à coups de crosse plusieurs ouvriers et en a arrêté 75. Rappelons qu'à cette occasion, Sylvain, qui était encore responsable CGT de Renault avait écrit au patron d'Ika-Renault pour lui demander de veiller à l'image de marque de l'entreprise nationale à l'étranger !!!

Cependant, la «présence française» en Argentine, peut prendre des formes plus occultes. Il n'est pas sans intérêt de connaître le passé des diplomates français en poste en Argentine, qui se sont sensiblement renouvelés dans la dernière période. Le nouvel attaché militaire, le colonel Le Guen était auparavant en poste en Afrique du Sud, au Cap, et il a été mêlé à toutes les tractations de ventes d'armes.

Le consul de France à Buenos Aires, M. Bataille, organise des opérations-surprise pour surprendre les «discours marxistes» des enseignants du lycée français de Buenos Aires. Le nouvel attaché de presse, Hubert de Germigny, a été journaliste dans plusieurs publications d'extrême-droite.

Par ailleurs, J.P. Ingrand, président du conseil d'administration de l'alliance française qui compte 30 000 élèves dans tout le pays est un ancien haut-fonctionnaire du ministère de l'Intérieur dans le régime de Vichy et il a été condamné à mort à la Libération, de même d'ailleurs que le rédacteur économique du Bulletin de la Chambre de commerce française en Argentine. Cette même chambre de commerce avait publié en juillet 1976, dans *Le Figaro*, une page de soutien au régime de Videla en vantant la remise en ordre du pays. Curieuse coïncidence !

Il faudrait encore parler, après la première vague d'émigrants vichystes, de la seconde, ex-membres de l'OAS, mal reconvertis. Plusieurs témoignages ont fait état de leur participation à la sinistre triple A (Alliance Anti-Communiste Argentine).

Le foot-ball ne peut pas faire oublier cela.

Lisez la brochure du CSLPA : *Argentine, l'impérialisme français en question*.  
Commande : 14 rue de Nanteuil, Paris 15<sup>e</sup>.  
CSLPA, prix 8 F + 1 F (en timbres).

## SAMEDI DERNIER

# 8 heures contre l'impérialisme à l'appel de la fédération de Paris de l'UCJR

● Samedi, une salle attentive et militante composée en majeure partie de jeunes sympathisants et militants de l'UCJR participait aux 8 heures contre l'impérialisme organisées par la Fédération de Paris.

Après la projection du film *Sawrana* (Notre Révolution) qui retrace la lutte de libération du peuple érythréen, il y eut, outre l'intervention centrale de l'UCJR quatre interventions de mouvements de libération et d'organisations anti-impérialistes. En premier, le camarade de la GUPS (Union générale des étudiants palestiniens) fit le point, sur la situation de la lutte du peuple palestinien contre l'Etat sioniste et les complots impérialistes après l'invasion du Sud-Liban.

Dans son intervention, le camarade militant de la ZANU a évoqué, à l'aide d'exemples concrets, la réalité de l'apartheid et de l'exploitation au Zimbabwe. Il a dénoncé la responsabilité de l'impérialisme US et des impérialismes occidentaux dans la perpétuation des régimes racistes et a rappelé que, condamnant le prétendu «réglement interne» de

Smith, les combattants du Front patriotique intensifiaient la lutte.

Un camarade du COBA national devait faire un premier bilan de la campagne pour le boycott du Mondial. La réussite de cette campagne montrait bien, disait-il, la possibilité de développer un large mouvement de dénonciation des régimes fascistes et de l'impérialisme, liée à une critique de l'idéologie du «sport» véhiculée par la bourgeoisie et le PCF.

Après la dernière intervention, celle de la camarade érythréenne, le débat s'ouvrait. Dans un premier temps les jeunes ont posé des questions aux camarades érythréens et zimbabwéens, sur la réalité de leur lutte et leur conception du socialisme. Puis une discussion intéressante et animée sur les interventions étrangères en Afrique commença, discussion particulièrement intéressante à l'heure de l'offensive de l'impérialisme français au Tchad et de l'intervention cubaine en Erythrée.

## Intervention de l'UCJR (Extraits)

«(...) Être jeune et anti-impérialiste nous fixe des tâches de combat importantes. D'abord parce qu'aujourd'hui notre propre impérialisme redouble ses coups contre les peuples du monde : ramentant ses tortionnaires, le pouvoir fait donner les paras et les Jaguars au Sahara, au Tchad et au Zaïre, il affirme son soutien à l'Argentine des camps de concentration et poursuit son occupation dans ce qu'il

appelle les DOM-TOM. Dans le même temps, il prétend faire taire tous ceux qui dans le pays, par leurs journaux, leurs manifestations et leurs luttes quotidiennes, militent activement contre les exactions et pour l'émancipation des peuples. Comme nos aînés ou les plus vieux d'entre nous se sont battus contre l'Algérie française, pour la victoire du Vietnam sur les troupes US et contre la junte chilienne,

il nous incombe à nous de riposter contre les multiples agressions auxquelles se livre l'impérialisme français.

Alors lutter contre l'impérialisme oui, mais lutter contre tous les impérialismes. Pour nous, il n'en est pas que l'on puisse ménager, voire, sur lesquels on puisse s'appuyer pour combattre les autres. Nous n'avons pas la vision étriquée et inconsciente de lutter unique-

ment contre l'impérialisme français sous prétexte que nous sommes français, ceci alors que les USA et l'URSS dans leur rivalité font planer de graves menaces de guerre dans le monde. Non, la lutte doit être menée, contre tous ceux et celle que soit leur coloration ou leur étiquette, qui provoquent la misère pour les peuples, le sang et la guerre.

Contre tous ceux-là, pour la cause des peuples, il y a mille choses à faire. Préparer la révolution dans notre pays, passe par le soutien conséquent aux luttes des peuples du monde en les faisant connaître dans nos lycées, CET, nos FJT, en recherchant les formes de propagande, les plus vivantes, comme les COBA l'ont fait pour dénoncer la dictature fasciste en Argentine, en organisant chaque fois que c'est nécessaire le soutien matériel en collectant médicaments, argent...

Regrouper tous ceux qui se battent déjà, ou veulent contester les menées impérialistes dans le monde, réaliser les mobilisations les plus massives n'est pas une simple perspective plus ou moins lointaine. Le bruit des canons et des avions de combat nous rappelle qu'il y a urgence. C'est ce que nous allons faire, c'est ce que nous vous appelons à faire avec nous.

**A BAS  
L'IMPÉRIALISME  
CONTRE LUI,  
PRÉPARONS  
LA RÉVOLUTION**

## Intervention de l'association des étudiants érythréens

(organisation de masse du FPLE)

Dans son intervention, la camarade de l'Association des étudiants érythréens en Europe a d'abord fait un rappel historique pour démontrer la légitimité de la lutte du peuple érythréen, dont le territoire national a été annexé par l'Éthiopie en 1962. Elle a indiqué comment le mouvement de libération érythréen s'est développé contre le régime d'Hailé Sélassié, puis après 1974 contre le DERG, qui poursuit et aggrave la même politique de répression et de génocide.

Elle rappelle que les deux fronts, le FPLE ayant joué le rôle principal, ont libéré 95 % du territoire y compris les principales villes. Dans les zones libérées, le FPLE organise la vie des masses et la reconstruction du

pays : constitution d'organisations de masse et d'un pouvoir populaire démocratique, réorganisation de l'agriculture et de l'industrie locale pour l'auto-suffisance. L'enseignement et les problèmes de santé sont également pris en mains.

La camarade érythréenne déclare ensuite : «Le peuple érythréen compte, sur ses propres forces avant tout. Bien sûr, il reçoit de l'aide de certains petits pays motivés différemment selon leur nature et leur situation géographique. Mais c'est le peuple érythréen qui forge d'une façon indépendante et souveraine son pays. Le plus grand fournisseur d'armes pour le FPLE est l'armée éthiopienne... Aucune tentative d'amalgame malhonnête de cette lutte avec un mouvement sécessionniste

(Extraits)

passé ou présent ne saurait être retenue sauf pour ceux qui espèrent y gagner matériellement et qui sont prêts à renier tout droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Aucune considération concernant les fournisseurs en armes ou les conseillers militaires des Éthiopiens, ni concernant les changements intervenus en Éthiopie ne peut effacer les injustices et les droits les plus élémentaires du peuple érythréen.

Puis, la camarade a souligné que les accords d'octobre 77 et de mars 78, entre le FPLE et le FLE, visant à la constitution d'un front uni érythréen, constituent une étape importante, dans la lutte contre les complots réactionnaires et les interventions des deux superpuissances.

## Cuba non-aligné ?

Le gouvernement somalien continue sa campagne visant à faire exclure Cuba du mouvement des pays non-alignés en raison de sa politique d'intervention en Afrique au service de l'URSS. C'est ainsi que le ministre somalien de l'information a appelé les pays africains à boycotter, la réunion des non-alignés qui doit se tenir à la Ha-

vane. Il a notamment déclaré : «La communauté internationale est bien informée du sérieux préjudice que Castro a causé à l'unité de l'Afrique indépendante et du fait qu'il a passé la voie à la recolonisation de ce continent par les étrangers».

De son côté, Dolanc, dirigeant de la Ligue Com-

muniste yougoslave a déclaré, au sujet de la situation internationale : «Avec l'augmentation de la portée et de l'influence du mouvement non-aligné dans les relations internationales, celui-ci subit ces dernières années des pressions croissantes des différentes forces de l'extérieur qui cherchent à réduire à néant ses activités

et à mettre certains pays non-alignés et leurs activités au service de leurs propres intérêts... Les disputes et les conflits entre certains pays non-alignés ont engendré des influences négatives concernant leur coopération mutuelle, si bien que des forces extérieures ont pu exercer facilement leur pression et intervenir».

**PROGRAMME TÉLÉ**

**Lundi 5 juin**

**TF1**  
 18 h 55 - L'île aux enfants  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Eh bien raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Mon épouse favorite. Film de Garson Kanin (1940). Comédie.  
 21 h 55 - Des idées et des hommes : Auguste Comte  
 22 h 50 - Tennis internationaux de France  
 23 h 10 - Journal et fin

**A2**  
 18 h 25 - Dessins animés  
 18 h 40 - C'est la vie  
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Top club  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 40 - La tête et les jambes  
 21 h 45 - Alain Decaux raconte : le coup d'État du 2 décembre  
 22 h 40 - Bande à part : journal d'un curé de montagne  
 23 h 10 - Journal et fin

**FR3**  
 18 h 35 - Pour la jeunesse  
 19 h 05 - Télévision régionale  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Tribune libre  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Verdict, film français d'André Cayatte (1974), avec Sophia, Jean Gabin.  
 22 h 05 - Journal

**Mardi 6 juin**

20 h 30 - Journal  
 21 h 00 - Contes à vivre debout.  
 22 h 00 - Jazz à Juan  
 22 h 30 - Tennis internationaux de France  
 22 h 50 - Journal et fin

**A 2**  
 18 h 25 - Dessins animés  
 18 h 40 - C'est la vie  
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Top club  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 45 - Les dossiers de l'écran. Vingt ans après.  
 0 h 45 - Fin

**FR 3**  
 18 h 35 - Pour la jeunesse  
 19 h 05 - Télévision régionale  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Tribune libre  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Cinq hommes armés. Film italien de Don Taylor  
 22 h 15 - Journal et fin

**Comité Anti-Marée Noire**

Pour financer son activité, le comité anti-marée noire de Brest a édité plusieurs autocollants. Les acheter et les vendre autour de soi, c'est manifester son soutien à la lutte contre la marée noire et ses responsables, les pollueurs et le pouvoir.

**2 Francs l'autocollant**

**PAYER D'AVANCE**  
 - CHEQUE  
 - OU TIMBRES  
 + TIMBRES D'ENVOI



**MAZOUTES AUJOURD'HUI  
 RADIOACTIFS DEMAIN**



✦ **Comité Anti Marée Noire** ✦



**COMITE ANTI MAREE NOIRE**

**UN DE PERDU...  
 DIX D'ARRIVES!**



**MAREE NOIRE, GACHIS CAPITALISTE!**



**COMITÉ ANTI MARÉE NOIRE  
 CENTRE SOCIAL DE BELLEVUE  
 1 RUE DU P. TRÉPOS  
 29 200 BREST**

**Et l'acier fut trempé**

143<sup>e</sup> épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

*Kortchaguine rapporte des éléments d'enquête sur Razvalikhine celui-ci est exclu du Komsomol...*

En été, les amis partaient en vacances les uns après les autres. Ceux dont la santé était chancelante allaient à la mer. Chacun rêvait de repos, et Kortchaguine laissait partir ses camarades, leur procurant des bons de séjour en maison de repos, et parfois une aide matérielle. Ils partaient blêmes, harassés, mais ravis. Leur travail retombait sur ses épaules et il le menait à son terme, comme un bon cheval tire sa charrette jusqu'au sommet de la côte. Ils rentraient hâlés, pleins de joie de vivre, bouillonnants d'énergie. Alors venait le tour de l'équipe suivante. Durant tout l'été il manquait quelqu'un, mais le temps ne ralentissait pas sa course et personne ne concevait la chambre de Kortchaguine subitement déserte de son hôte.

Ainsi passait l'été. Pavel n'aimait ni l'automne ni l'hiver, qui lui apportaient de cruelles souffrances. Cet été-là, il l'attendait avec une impatience particulière. Il lui était pénible de s'avouer à

lui-même que ses forces déclinaient chaque année. Deux issues s'offraient à lui : ou bien se reconnaître incapable de supporter les difficultés du travail et la tension qu'il imposait, c'est-à-dire accepter d'être un invalide, ou bien rester à son poste tant que ce serait possible. Il choisit la seconde.

Un jour, à une réunion de bureau du comité régional du Parti, le docteur Bartélik, vieux militant du temps de l'illégalité, directeur régional de la santé publique, vint s'asseoir à côté de lui.

— Tu n'as pas bonne mine, Kortchaguine. Tu es passé devant la commission médicale ? Comment va ta santé ? Tu n'y es pas allé ? C'est pour ça que je ne me souvenais pas de t'y avoir vu. Il faut te faire examiner, mon petit. Viens jeudi, dans la soirée.

Pavel, pris par ses occupations, ne se présenta pas devant la commission, mais Bartélik ne l'oublia pas et le ramena un jour à la clinique. Un examen médical approfondi (Bartélik y participa lui-même en tant que neuropathologiste) aboutit à la conclusion suivante :

« La commission médicale estime nécessaire un départ immédiat en Crimée avec un traitement prolongé, sans préjudice de la surveillance médicale et des soins ultérieurs, sous peine de conséquences irréversibles. »

Ces mots étaient précédés d'une longue énumération de maladies désignées par leur nom latin.

d'où Kortchaguine comprit seulement que le pire n'était pas l'état de ses jambes, mais une grave lésion de son système nerveux central.

Bartélik communiqua la décision de la commission au bureau, et personne ne fit d'objection au départ immédiat de Kortchaguine. C'est lui-même qui proposa d'attendre le retour de vacances de Sbitnev, secrétaire à l'organisation du comité régional du Komsomol. Il craignait de désorganiser le comité. Sa suggestion fut approuvée, en dépit des protestations de Bartélik.

Dans trois semaines, il partirait pour les premières vacances de son existence. Son bon de séjour pour Eupatoria était déjà dans un tiroir de son bureau.

Il força sur le travail, organisa une assemblée générale du Komsomol de la région et, sans ménager ses forces, s'attacha à régler les questions pendantes, afin de partir tranquille.

C'est alors que se produisit, la veille de son départ et de son premier contact avec la mer, un incident inepte, écurant, totalement inattendu.

En sortant d'un cercle d'études, Pavel entra dans le bureau de la section d'agitation et de propagande et s'assit sur le bord de la fenêtre ouverte, derrière l'armoire-bibliothèque, en attendant la réunion des propagandistes. Quand il entra, la pièce était vide. Bientôt arrivèrent plusieurs personnes. Pavel ne les voyait pas de sa place, mais il reconnut la voix de Fallo, directeur régional des services économiques, un bellâtre à l'air martial. Pavel en avait entendu parler à maintes reprises comme d'un amateur de béverages, par surcroît grand coureur de jupons.

(à suivre)

*Radios libres, ouvertes, pirates, locales ou indépendantes, les qualificatifs ne manquent pas pour ces radios qui émettent en marge du monopole et de la légalité. Actuellement, une centaine de collectifs se sont créés, en vue de faire des émissions et d'émettre malgré le monopole. Nous publions une liste (qui n'est pas exhaustive) de ces collectifs. Tous n'émettent pas encore, et tous n'ont pas la même conception de la radio. Certains ne la conçoivent que comme un divertissement et programment presque exclusivement de la musique; quelques-uns feront de la publicité ou dépendront des municipalités ou autre structure locale, d'autres désirent en faire un outil qui permette une réelle communication, où tous les points de vue peuvent s'exprimer, où les luttes ont leur place, une radio au service du peuple.*

## RADIO LIBRES, UNE IDÉE QUI FAIT SON CHEMIN

### PARIS

- **Abbesses-Echo** : 101 MHz. Radio de quartier. 18<sup>e</sup> arrondissement. Emission hebdomadaire le samedi à 11 h., place des Abbesses. Association RADIO 18 : 84 rue des Martyrs 75018 Paris.
- **Radio Bastille** : 91 MHz. Paris Ecologie. 29 rue St Maur. 75011 Paris. «Une radio de quartier, libre, bénévole, à votre service...».
- **Les Radioteuses** : 89 ou 105 MHz. Tel : 283 76 27. Collectif féminin, émet depuis février 78, avec notamment des émissions sur Aldo Moro et la violence, et un débat sur la technique et les femmes. Emissions le vendredi et le mardi à 21 h. Sa vocation : «Privilégier et faire connaître la parole des femmes».
- **Radio Fil Rose** : 105 MHz. Ilot fou BP 449 75 122 Paris Cedex 03. Emission quotidienne à 20 h.
- **Radio Rockett** : 95 MHz. Cinel. 53 Bis rue de la Roquette. 75011 Paris.
- **Radio Noctilucque** : 104 MHz. Emission quotidienne à 20 h.
- **Radio Dedalus** : 101 MHz. Cinel. 53 bis rue de la Roquette 75011 Paris.
- **Radio Léopard** : Librairie Alternative. 36 rue des Bourdonnais. 75011 Paris.
- **Radio 11' Debrouille** : 102 MHz. Emission quotidienne à 23 h., le dimanche de 10 h à 13 h., et le mercredi à l'intention des enfants de 17 h à 19 h. Librairie 1984. 21 bd de Reuilly. 75012 Paris.
- **Onda Latina** : Natan 179, au Clichy 75 017 Paris.
- **Radio Squatt** : Samah. 74 rue des Sts Pères. 75007 Paris.
- **Radio Libre Paris** : 95 MHz. Cinel 53 bis rue de la Roquette. 75011 Paris.
- **Radio verte Paris** : 92 MHz. Emissions le samedi de 8 h à 9 h., le dimanche de 9 h à 12 h., ainsi que le soir.
- **Génération 2 000** : programme en stéréo (1). Liée à Bleustein Blanchet, il semble que le groupe Filipacchi ne soit pas étranger à son ouverture.

### BANLIEUE

- **Radio 93** : 93 MHz. Librairie les Degling's. 4 rue Lanne. 93 St Denis. Premières émissions lors des rencontres du Larzac, et des manifestations de Malville. Nombreux reportages et débats.
- **Radio 100** : 100 MHz. Emissions quotidiennes de 21 h 30 à 24 h. 45 rue des Gardes. 92100 Meudon.
- **Radio BF 15** : 95 MHz. La belle de Fontenay. BP 39 94120 Fontenay/Bois.
- **Radio Zone** : 102 MHz. Emission le vendredi à 18 h 30 A.C.V. BP 30. 93430 Villette-neuse.
- **Radio Cortizone**.
- **Radio Alternative 78** : Poissy.
- **Radio Gennevilliers**.
- **Radio Aventure** : 95 MHz. Bondy et région. Emet depuis février 77, principalement vers la jeunesse. Emissions sur la grève des PTT à Bobigny, sur les «lou-

- bards», avec des Immigrés, sur l'Argentine. Emission hebdomadaire le samedi de 17 h 30 à 19 h.
- **Radio banlieue Sud** : 101 MHz. Montrouge. Librairie La Boulangerie, 67, rue de Bagneux 92120. «Une radio qui informe de ce qui se passe dans votre ville, une radio où votre voisin raconte la vie quotidienne dans son usine, une radio où les personnes âgées ne sont pas au rencart, une radio où ce sont les pêcheurs qui parlent de la marée noire... pas le ministre de la «qualité de la vie...». Emission hebdomadaire le dimanche à 11 h., enregistrée le vendredi à 20 h au 88 rue Racine (MJC) à Montrouge.
- **Radio BBX** : 89 MHz. Vallée de Chevreuse.

### CENTRE

- **Radio Babylone** : 92 MHz. CAN ancien lycée Blaise Pascal, 63 000 Clermont-Ferrand.
- **Radio** : Jacky Chabrol, 38 chemin Chavecoeur. 63 100 Montferrand.

### SUD

- **Radio Vous** : B. Julia, 66 bd Notre Dame. 13 000 Marseille.
- **Radio continentale** : 19, av. Rolland. 06 Nice.
- **Radio Nîmes** : chez le restaurant L'Idiot, 12 rue de l'Étoile. 30000 Nîmes.
- **Radio** : Gérard Blain, BP 3028. 83 059 Toulon CEDEX.
- **Radio** : Bruno Dravet, 483 chemin de la Calade. 83100 Toulon.
- **Radio Pomarede** : R. Menard, 12 bd Jean Bouin. 34500 Béziers.
- **Radio Soleil** : chez Rémy Drouin, Les Aresquières, Vic La Gardiole. 34 110 Frontignan.
- **Radio printemps** : Marseille.
- **Radio Circus** : Delabarre. 30660 Grallargues.
- **Radio Verte Béziers** : Béziers.
- **Coopérative Nature et Vie** : 3 rue Ampère. 65 800 Aureilhan.
- **Radio Fil à soi** : R. Laub, Hameau de Pamissière. 30 340 Rousson.
- **Radio** : Jean-Pierre Mirouf. 66190 Collioure.
- **L'écho des garrigues** : Grouhebroze, les terrasses du Peyrou. Montpellier.
- **Radio Corsica Una** : Corse.
- **Radio 66** : Perpignan.
- **Radio par la racine** : 96 MHz, Perpignan.
- **Radio fil bleu (radio PR)** : chez F. Chassaing, rue de la Cavalerie, 30 660 Gallargues le Montueux.
- **Radio 47** : 93 MHz. Fumel. Valence d'Agen.
- **Radio Steward** : Meauzac. 82290 La Ville Dieu du Temple.
- **Radio Gene** : Aix en Provence.

### SUD OUEST

- **Radio Occitania** : occitania diffusion, 21 rue Pouvilion. 31 Toulouse.
- **Radio libre Toulouse** : 102 MHz.
- **Radio Barbe rouge** : 93 MHz «Parler, c'est déjà lutter...» As-



- sociation Adele chez Jo Harang, 18 place des Salins. 31000 Toulouse.
- **Radio basque** : Christian Labatsuzan, 25 rue Bourgneuf. 64100 Bayonne.
- **Radio Adour Navarre** : 40 700 Hoquetmau.
- **Radio Bordeaux** : Anne Le Gars, 17 rue du Moulineau. 33170 Gradignan.
- **Radio** : Blanquier, 25 rue Croix Garagnon. 31000 Toulouse.
- **Radio Oxygène** : 99,5 MHz. 33 Bordeaux.
- **Radio Gascogne** : Bayonne.

### OUEST

- **Radio Libre 44** : 101 MHz. «Etre le haut parleur des luttes». APL 26 bis bd R. Schumann 44000 Nantes.
- **Association des ateliers alpha** : 25 rue Brizeux, 35 000 Rennes.
- **Radio Frankies** : 103 MHz chez UDB, BP 304 29000 Brest.
- **Radio** : Fabrice Noirault. La Gardièrre. St Germain de la Couche. 61130 Bellême.
- **Radio Trégor** : Lannion.

### NORD

- **Quelle était verte ma radio** : 99,5 MHz, chez Amis de la Terre, 51 rue de Gand. 59 000 Lille.

- **Sortie de secours** : 100 MHz, chez Amis de la Terre, 51 rue de Gand. 59000 Lille.
- **Radio beau délire** : 93 MHz, chez Amis de la Terre, 51 rue de Gand. 59000 Lille.
- **Radio détraquée** : 33-3 rue de la Croix Rouge. 59200 Tourcoing.
- **Radio Campus** : 99 MHz et 390 m. P.O., rue de la Croix Rouge. 59200 Tourcoing.
- **Radio Calamine** : 99,5 MHz. Émissions le lundi à 12 h.
- **Radio Libre 59** : 101 MHz. «Faites par les gens pour les gens». Franck Vandenberghe. 62 rue Princesse. 59 000 Lille.
- **Radio** : E. Rattier, 82 bis rue Grevier. 76000 Rouen.
- **Radio Uylenspiegel** : Maison pour tous. 62 500 St Omer.

### EST

- **Radio verte Fessenheim** : 100-101 MHz. «Un trait d'union entre ceux qui luttent.» Alain Boos. Ecole de Kutzenhausen. 67250 Soultz-sous-forêts. Emissions le vendredi et le samedi à 19 h 45.
- **Radio 25** : 92 MHz, émissions à 19 h 30. Chez le libraire Les Sandales d'Empedocle, 138 Grande Rue. 25000 Besançon.
- **Radio** : Alain Koeing, 87 av. De Gaulle. 51120 Sézanne.
- **Radio Charly** : J.C. Bertin, 7 rue Grande. 25 000 Besançon.

- **Radio Eglantine** : Mulhouse.
- **Radio Ondes rouges** : 102 MHz. Belfort.
- **Radio Horizon** : Perrin, 37 rue de Franche-Comté. 70 Vesoul.
- **La voix des travailleurs immigrés** : 100 - 104 MHz. En liaison avec Radio verte Fessenheim le mercredi à 19 h 45.

### SUD-EST DU CÔTÉ DE LYON

- **Radio** : André Bouchet, 7 chemin du Perrier. 1815 Clarens (Suisse)
- **Radio** : Christian Junillon, 51 Grande Rue. 26000 Valence.
- **Radio Canuts, radio guignol** : Ecologie Rhône-Alpes, 26 rue Mescière. 69 002 Lyon.
- **Radio joufflu** : 101 MHz. Jean Baptiste Branchemain, 16 rue Pizay. 69001 Lyon. Programmes musicaux tous les jours à 18 h 30.
- **Radio la méduse** : Valence.
- **Radio Polyphène** : Lyon. comme radio canuts.
- **Radio active** : 101 MHz. AGLO 95 galerie d'Arlequin. 38 000 Villeneuve de Grenoble.

● signale les radios qui émettent.  
— signale les radios en projet.